

# LES CAHIERS 06

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | JANVIER 2023



RÉSOLUTION  
2023

NE PAS LAISSER PASSER  
LA LOI DARMANIN!



# ÉDITO **RÉSOLUTION 2023:** **NE PAS LAISSER PASSER** **LA LOI DARMANIN!**

*2023 commence fort, Macron et son gouvernement continuent d'avancer leurs pions les uns après les autres, de tous les côtés: réforme des retraites, lois sur le logement, le chômage, l'immigration, la police. Impossible de s'y méprendre, cette logique a un sens et de graves conséquences pour notre classe: baisse des droits sociaux, atomisation et mise en concurrence de tou-tes, précarisation des conditions de travail et des ressources et criminalisation de la précarité et de l'immigration...*

**N**ombreuses sont les organisations politiques, syndicales, associatives qui veulent combattre ces attaques: tout mouvement sera nécessaire et il va falloir frapper fort.

## **Réformes chômage, retraite, loi antisquat**

Le recul de l'âge de départ à la retraite des actifs figurait déjà dans le programme d'Emmanuel Macron.

L'idée est de repousser l'âge de départ à la retraite, pour arriver à 64 ans en 2027, puis éventuellement à 65 ans d'ici à 2031-2032, au lieu de 62 ans actuellement. Il s'agit de mettre en place un relèvement progressif de la durée de cotisation, à hauteur de 4 mois par an. Il n'est plus question du régime universel de retraite qu'il proposait lors de son dernier quinquennat.

Ainsi, la volonté est de repousser l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, mais Élisabeth Borne, lors d'un discours en juillet dernier, a évoqué la possibilité de diminuer l'âge à 64 ans, en contrepartie d'un allongement de la durée de cotisation. Bref, la perspective est la même: travailler de plus en plus longtemps et favoriser notre précarité.

Alors que la hausse des prix des loyers n'étonne plus grand monde, qu'il y aurait 4,1 millions de personnes mal-logées dont plus de 300 000 sans domicile fixe en France, les conditions chaque jour plus difficiles pour réussir à se loger poussent de plus en plus de personnes à avoir comme seule alternative le squat. Eh non, ce n'est pas cette réalité qui est inquiétante pour le gouvernement mais plutôt de quelle manière faciliter l'expulsion de personnes qui réussissent non sans peine à obtenir un logement et à en payer le prix chaque mois.

Adoptée en décembre 2022, la loi antisquat, aggrave les peines encourues ainsi que la simplification de la procédure d'expulsion, et cela parfois sans bénéficier de l'intervention d'un juge. Cette loi va venir attaquer encore et toujours les plus précaires.

## **Loi immigration: «gentil avec les gentil·les» ou «méchant» avec tou-tes sauf avec les capitalistes?**

Un pas en avant vers le racisme et le nationalisme: depuis septembre nous faisons face à cette offensive



*Dans un marasme nauséabond qui peut pousser notre camp à la sidération face à ces attaques, une des luttes prioritaires à mener reste la contre-offensive contre la loi asile et immigration de Darmanin soutenue par le ministre du Travail Olivier Dussopt.*

de plus en plus autoritaire, décrite en partie ci-dessus, visant toujours plus notre classe.

Dans un marasme nauséabond qui peut pousser notre camp à la sidération face à ces attaques, une des luttes prioritaires à mener reste la contre-offensive contre la loi asile et immigration de Darmanin soutenue par le ministre du Travail Olivier Dussopt. Alors que certains syndicats ou collectifs ne l'entendent pas de cette façon et n'argumentent pas sur la logique de se battre à la fois contre cette proposition de loi et, dans le même temps, contre les réformes de l'assurance chômage, des retraites et pour des augmentations de salaires, l'argumentation reste à gagner. Il est nécessaire de lier ces différentes attaques à une logique gouvernementale de plus en plus affirmée.

Ils veulent nous affaiblir, mais si nous sommes des milliers dans les rues, nous avons le pouvoir de nous faire entendre et d'agir en bloc face à cette loi.

La loi immigration n'est ainsi pas une surprise, détachée de la dynamique globale. Il ne s'agit pas d'une loi isolée, reflétant l'autoritarisme et le



*Là, ça compte les billets ! L'État ne reconnaît une valeur aux personnes migrantes seulement si elles répondent à des besoins capitalistes, et dans ce cadre, le titre de séjour conditionné par l'activité salariale permet de continuer de les contrôler.*

racisme seulement du ministre de l'Intérieur. Elle est la cristallisation et le passage d'un cap vers le nationalisme et le racisme du gouvernement et de Macron, afin d'asséner un coup de violence supplémentaire envers les personnes sans-papiers. Il s'agit de répondre à des besoins capitalistes et économiques en surexploitant toujours les plus précaires.

Avant même la proposition de loi, le ministre de l'Intérieur a adressé aux préfets ainsi qu'aux directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales une circulaire leur demandant notamment d'inscrire au fichier des personnes recherchées les étranger-es faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). C'est du Darmanin tout craché, représenté par sa volonté crasse d'assimiler l'immigration à la délinquance.

Après l'annonce de novembre, le gouvernement entend régulariser la situation de certain-es travailleur-euses étranger-es, à titre expérimental pendant quatre ans, avec une carte de séjour temporaire mention « travail dans des métiers en tension ». Cette carte ne sera attribuée que sous certaines conditions : si et seulement si la personne a exercé une activité professionnelle salariée dans ces secteurs en tension, depuis au moins huit mois sur les deux années précédentes, et justifie d'une résidence d'au moins trois ans sur le territoire. En plus, cette carte ne sera valable qu'un an. Le gouvernement veut également créer une nouvelle carte de séjour destinée aux professionnel-les de santé pour attirer des médecins étranger-es et

« répondre au besoin de recrutement ». Cette mesure devrait s'appliquer alors que le gouvernement ne se préoccupe plus depuis des dizaines d'années du secteur sanitaire et social, sauf pour y rendre de plus en plus difficiles les conditions d'exercice et presser la casse du service de santé.

Là, ça compte les billets ! L'État reconnaît une valeur aux personnes migrantes seulement si elles répondent à des besoins capitalistes, et dans ce cadre, le titre de séjour conditionné par l'activité salariale permet de continuer de les contrôler. Alors que ce que nous voulons c'est l'égalité pour tou-tes, et les papiers pour tou-tes sans condition.

Maintenant, en ce qui concerne la hausse du contrôle de l'immigration, cette loi permettrait de faciliter les expulsions des personnes étrangères qui (d'après Darmanin donc) ne respecteraient pas les valeurs républicaines ou qui commettraient des infractions sur le territoire. La tangente arbitraire de ces mesures coule de source. Comme les lois migratoires précédentes imposent déjà le respect des valeurs républicaines pour être un-e « bon-ne citoyen-ne immigré-e », alors qu'il n'est jamais difficile pour un gouvernement raciste de prétendre au comportement non républicain d'une personne, cette présente loi va accélérer les jugements, et l'expulsion nécessitera de moins en moins de conditions préalables pour être exécutée car les quelques « protections » obtenues pour s'opposer à une obligation de quitter le territoire français (OQTF) seront aussi supprimées par cette loi. En effet, lorsqu'une personne migrante se verra accusée de constituer une menace pour l'ordre public ou la sûreté de l'État, elle sera encore plus facilement expulsable : des accusations, sans nul doute, de nouveau majoritairement arbitraires.

Les contrôles aux frontières seront renforcés. C'est donc « la double peine » (criminalisation et expulsion) telle que le ministre de l'Intérieur l'a toujours assumée, autorisant « le recours à la coercition pour le relevé des empreintes digitales et la prise de photographies » des migrant-es

*Poursuivre notre engagement dans les luttes, pour rester solides et solidaires ensemble, c'est cette boussole qu'il va falloir préserver dans notre action politique pour rebalancer le rapport de forces en notre faveur.*

sans-papiers. Les passeurs vont risquer jusqu'à vingt ans de prison. Le but sera de piéger de plus en plus de migrant-es d'origine principalement africaine, car ce sont elleux qui se retrouvent souvent dans l'obligation de faire appel à un passeur dans leur parcours migratoire. L'objectif sera de dissuader et criminaliser davantage ces personnes en rendant toujours plus mortifère les traversées de la Méditerranée.

### **Action après action : nous gagnerons !**

Face à l'urgence d'agir contre cette loi, plus de 50 rassemblements et manifestations ont eu lieu à l'occasion de la Journée internationale des migrant-es ce 18 décembre.

À l'appel des collectifs de sans-papiers et de la Marche des solidarités, plus de 200 organisations ont appelé à ces manifestations. Des appels à manifester et à lutter contre la loi Darmanin ont été lancés par les syndicats (CGT, Solidaires, FSU), la LDH, La France insoumise...

Nous voici maintenant début 2023 : quelques semaines après la scandaleuse coupe du monde au Qatar qui a engendré la mort a minima de 6 500 personnes migrantes sur ses chantiers de préparation, mais aussi un flot de discours racistes contre les supporters de l'équipe marocaine. Dans cette même période, des crimes ont été orchestrés par des groupes fascistes : en décembre, deux personnes membres d'un collectif antifasciste lyonnais ont été gravement agressées par une milice fasciste. Alors notre camp doit agir !

C'est dans cet atmosphère que Macron et Darmanin en faisant flamber leur logique raciste assimilent les étranger-es à la délinquance, une énième loi allant contre les droits des personnes migrantes, sans-papiers, étrangères, et lorsque le gouvernement s'attaque féroce à une partie de la population, il s'attaque insidieusement à toute la société, tout en cherchant à nous diviser. La loi Darmanin « asile et immigration » sera sûrement déjà présentée au Conseil des ministres à l'heure où vous lirez cet article, car elle doit être présentée mi-janvier puis examinée par le Sénat à la même période et à l'Assemblée nationale en mars ou avril 2023. Nous avons donc 3 mois pour renverser la tendance, et crier notre solidarité antiraciste dans tous les lieux dans lesquels nous sommes : au travail, dans nos quartiers, nos universités, dans les espaces militants dans lesquels nous intervenons et partout où nous le pouvons.

Ce 18 décembre ne peut donc qu'être une date parmi tant d'autres à venir pour établir un rapport de forces conséquent d'ici mars afin d'affaiblir la confiance que prend le gouvernement qui nous élabousse de sa logique impérialiste raciste. Ce qui a pu être mis en œuvre le 18 est une base à continuer de mobiliser avant mars et encore après. Collectifs de personnes sans-papiers, syndicalistes,

collectifs antifacistes, antiracistes et féministes, c'est l'affaire de chacun-e d'entre nous, alors prenons la confiance de nous mettre en action.

Le 20 janvier, la Marche des solidarités appelle tou-ttes ceux qui veulent s'informer et s'impliquer à une assemblée de mobilisation à la Bourse du travail de Paris (salle Hénaff à 18h). Elle appelle les 50 villes qui ont organisé des manifestations le 18 décembre à prévoir dès que possible des assemblées locales partout où c'est possible.

### **La rue, elle est à qui ? Elle est à nous !**

La crise d'organisation politique dans certaines villes, les partis qui se divisent, l'accumulation des crises telle que la crise climatique, la crise énergétique due notamment à la guerre en Ukraine, ainsi que son instrumentalisation par Macron et Borne, nous poussent au repli sur nous-mêmes, d'autant plus avec la banalisation de la présence des milices fascistes dans les rues, de l'extrême droite dans les médias, et les 89 député-es à l'Assemblée...

Et pourtant... c'est bien pour cela que nous devons continuer de nous investir, redynamiser et massifier les mouvements sociaux pour reprendre confiance en nous.

Poursuivre notre engagement dans les luttes, pour rester solides et solidaires ensemble, c'est cette boussole qu'il va falloir préserver dans notre action politique pour rebalancer le rapport de forces en notre faveur.

« Mais il faut une volonté pour que le combat social s'articule avec d'autres luttes et notamment le combat contre la loi Darmanin. À défaut, il existe des forces déjà bien trop déterminées dans ce pays qui peuvent surfer sur la colère sociale pour l'entraîner vers le racisme et le nationalisme.

*Infliger une défaite de grande envergure à Macron et Darmanin, redonner de l'espoir, repousser le racisme et isoler les fascistes, tout cela est possible. C'est maintenant. »<sup>1</sup>*

**AUDE POINTIER, NANTES, ET DANIELA LIMA, TOULOUSE**

1 - « Loi darmanin : comment gagner ? », Marche des solidarités

## **POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS**



**CONTRE LA LOI  
IMMIGRATION DE  
DARMANIN**



# LOI DARMANIN: COMMENT GAGNER ?

*Nous avons manifesté le week-end des finales de la coupe du monde. Car le 18 décembre était aussi la journée internationale des migrant-es. Nous savons bien que ça ne suffira pas. Mais nous pensons que ce qui s'est passé dans la rue ce week-end montre qu'on peut faire échec au projet de loi Darmanin. Et que la mobilisation nécessaire pour cela serait un pas de géant pour renverser la vapeur contre la prolifération du racisme et le danger fasciste, obtenir des victoires pour les sans-papiers et remettre au cœur de nos quartiers et lieux de travail l'égalité des droits et la solidarité.*

**L**e calendrier est déjà fixé entre les premiers pas du projet de loi (en janvier) et sa présentation à l'Assemblée en mars-avril. Cela nous donne trois mois pour monter en puissance.

## **18 décembre : point de départ d'une mobilisation nationale ?**

Si les manifestations du 18 décembre sont le point de départ, nous savons bien que les chiffres sont modestes. Mais les bases d'une mobilisation nationale existent.

Car, malgré le froid, le début des vacances de Noël et la focalisation sur le foot, des rassemblements et manifestations ont eu lieu sur tout le territoire ce week-end, contre le projet de loi Darmanin, en solidarité avec les sans-papiers et migrants et migrantes, contre le racisme, pour l'égalité des droits, pour la solidarité.

On ne peut pas en faire toute la liste mais, regroupant des dizaines parfois, souvent des centaines de personnes, des rassemblements et manifestations

*Si les manifestations du 18 décembre sont le point de départ, les bases d'une mobilisation nationale existent*

ont eu lieu à Menton, à Briançon, à Sète, à Perpignan, à Montbéliard, à Romans, aux Sables-d'Olonne, à Lannion, à Ouistreham, à Bourg-en-Bresse, à Beauvais, à Clermont-Ferrand, à Foix, à Valence comme dans toutes les plus grandes villes, de Bayonne à Lille, Rouen, Grenoble, Lyon, Marseille, Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Nantes ou Rennes. À Strasbourg la préfecture avait tenté d'empêcher la manifestation mais a dû reculer.

À Paris aussi les conditions n'étaient pas idéales. Une manifestation par un froid polaire, un dimanche matin. Et pourtant ça aura été une des plus fortes mobilisations pour un 18 décembre.

La composition de la manifestation est une base pour la suite, sans-papiers nombreux-ses dans les collectifs de sans-papiers, dans les cortèges syndicaux, de Solidaires et de la CGT, dans le cortège du collectif des livreurs mais aussi de nombreux-ses

jeunes, un cortège féministe, des collectifs locaux... Et de la porte de La Chapelle à République en passant par Barbès toute la manifestation a été animée, rageuse et festive des cortèges de tête à ceux de fin. Symptomatique, près de 30 000 autocollants thématiques contre la loi Darmanin ont été pris.

Autre élément pour la suite. À part exceptions, les luttes des sans-papiers comme celles des quartiers sont autant invisibilisées médiatiquement que politiquement. Une partie du plafond a été brisée ce 18 décembre, sans doute à cause (grâce) à la conjonction entre polémiques sur la coupe du monde, futurs JO de Paris et projet de loi immigration de Darmanin. Outre l'AFP des articles ont été rédigés sur la manifestation parisienne par des journalistes de *Libération*, France 24, TV 5 Monde, *Mediapart*, *Bondy Blog*, *Bastamag*...

Nous savons que les portes des « grands » médias ne sont pas les plus ouvertes pour nos combats et pleines de pièges. Elles ne sont pas un substitut à nos propres moyens de communication. Mais elles doivent être poussées pour créer un mouvement massif.

### Mobilisons toutes nos ressources !

Alors, à toutes celles et ceux qui n'ont pas encore renoncé nous lançons cet appel :

Nous pouvons faire échec à la loi Darmanin qui est une loi directement contre les sans-papiers et migrant-es, en réalité contre tou·tes les étranger-es, une loi raciste. Mais qui est aussi une loi contre tou·tes les travailleur·ses et toute la société.

Cela est possible, ce week-end l'a montré, mais nécessitera une mobilisation considérablement supérieure. Une mobilisation active et d'opinion, de centaines de milliers d'entre nous. Dans chaque quartier, dans chaque lieu de travail. Une mobilisation qui regroupe, dans toute leur diversité, avec toutes leurs différences, collectifs de sans-papiers, syndicats, associations. Différents modes d'action, de mobilisation, d'interpellation. Différents registres, revendicatifs, intellectuels, culturels, juridiques, etc.

Nous, collectifs de la Marche des solidarités, nous appelons tou·tes à se coordonner pour pousser dans le même sens. Nous n'avons pas tou·tes les mêmes ressources. Mais additionnées nos ressources sont considérables.

Le lundi 9 janvier nous avons organisé une réunion nationale, en présence physique au local du syndicat Solidaires à Paris, pour toutes les organisations nationales et de la région parisienne et par zoom pour tous les cadres de mobilisation dans les régions. Nous proposerons aussi, en fonction du calendrier des différentes mobilisations, une date nationale de manifestations de rue dans les prochains mois.

Le 20 janvier nous appelons toutes celles et ceux qui veulent s'informer et s'impliquer à une assemblée de mobilisation à la Bourse du travail de Paris (salle Hénaff à 18h). Nous invitons tous les cadres locaux qui ont organisé des manifestations le 18 décembre à prévoir dès que possible des assemblées localement.

Nous appelons déjà, les un-es et les autres à commencer dès début janvier à multiplier, partout, à petite échelle, quartier par quartier, école par école, foyer par foyer, lieu de travail par lieu de travail, des réunions d'information sur la loi

*Nous pouvons faire échec à la loi Darmanin qui est une loi contre tou·tes les étranger-es, une loi raciste, une loi contre tou·tes les travailleur·ses et toute la société*

Darmanin. Discutez-en avec vos voisin-es, vos collègues, vos ami-es. Demandez si besoin à des associations comme le Gisti, la Cimade, les Asti, aux collectifs de sans-papiers, aux syndicats de vous indiquer les ressources d'arguments voire d'envoyer quelqu'un présenter le projet. Allez sur les sites de ces associations et syndicats, sur le site de la Campagne antiracisme et solidarité pour récupérer du matériel, des arguments, des contacts.

### S'opposer à Darmanin et au racisme, une nécessité pour le combat social

Dernière chose. Le gouvernement d'Emmanuel Macron a décidé d'avancer au pas de charge. Des lois sont passées ou en train d'être finalisées sur de multiples fronts, logement, chômage, police. Une attaque sur les retraites est programmée. Il n'y a pas besoin d'analyse très fine pour voir la logique globale de ces attaques : baisse des droits sociaux, atomisation et mise en concurrence de toutes et tous, précarisation des conditions de travail et de ressources et criminalisation des pauvres en général, des étranger-es et de ceux qui résistent.

Face à cette logique globale de nombreuses organisations, syndicales, associatives et politiques annoncent leur volonté de riposter à l'attaque sur les retraites. On ne peut que s'en réjouir. Et tout mouvement réel porte avec lui de très larges potentialités d'émancipation dépassant ses objectifs revendicatifs initiaux.

Mais il faut une volonté pour que le combat social s'articule avec d'autres luttes et notamment le combat contre la loi Darmanin. À défaut il existe des forces déjà bien trop fortes dans ce pays qui peuvent surfer sur la colère sociale pour l'entraîner vers le racisme et le nationalisme.

Infliger une défaite de grande envergure à Macron et Darmanin, redonner de l'espoir, repousser le racisme et isoler les fascistes, tout cela est possible. C'est maintenant.

### MARCHE DES SOLIDARITÉS

Intertitres par nos soins





# JIN, JIYAN, AZADÎ FEMME, VIE, LIBERTÉ

## LES FEMMES IRANIENNES ET KURDES D'IRAN À LA TÊTE DE LA RÉVOLUTION

**D**epuis la révolution iranienne en 1979, le gouvernement actuel ne cesse de réprimer violemment le peuple. Le 16 septembre 2022, la mort de Jina<sup>1</sup> Amini déclenche des protestations généralisées dans tout le pays et réveille plus que jamais la volonté de mettre fin au régime meurtrier : s'ensuit alors un soulèvement massif à travers l'Iran, dans toutes ses villes, lycées et universités. Partout, ce sont les femmes qui sont en tête et qui crient, au péril de leur vie : « *Ce n'est plus une protestation, c'est une révolution !* » Chaque jour, toute personne qui ose s'élever contre la République islamique risque de se faire emprisonner, enlever, torturer et tuer. Pourtant « *aucune brutalité n'a pu contenir la colère refoulée des femmes et des jeunes iraniens qui se sont déchaînés après 44 ans* »<sup>2</sup>.

### Pourquoi cet article ?

Cet article est né d'une discussion entre deux amies, l'une franco-iranienne, l'autre militante féministe, sur le combat féministe en Iran. Lors de la mobilisation du 25 novembre 2022, journée internationale

*Ce n'est plus une protestation,  
c'est une révolution !*

de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, le collectif Zin35 des femmes kurdes de Rennes a distribué un tract : c'était un appel international écrit par les femmes iraniennes et kurdes d'Iran pour les soutenir largement dans leur lutte. Dans leur appel, elles dénoncent les lois sexistes, les violences vécues au quotidien et les crimes commis par les dirigeants du pays. Elles ne cessent de compter leurs mortes.<sup>3</sup> La loi sur l'obligation du port du voile en public instaurée dès 1983 place les femmes iraniennes et kurdes d'Iran directement en première ligne des violences et ouvre une brèche infinie de violences sexistes et sexuelles.

Nous savons que la question du voile divise et est utilisée par l'État pour contrôler et maintenir un pouvoir en place. D'un côté, l'Iran oblige les femmes à porter le voile alors qu'à l'inverse en France, il y a une obsession d'une « émancipation » forcée des femmes racisées. Compte tenu de ce



contexte, comment se donner les arguments pour contrer toute récupération raciste et islamophobe du combat des femmes iraniennes ?

Plusieurs questions se posent : quels sont les éléments qui ont amené le peuple iranien à se mobiliser aussi largement, qui ont fait que les luttes se rejoignent et que les mobilisations de grève notamment traversent le pays entier ? Comment obtenir une source d'information fiable alors que la communication avec l'extérieur est coupée, espionnée et même contrôlée ? Quelles sont donc les stratégies de communication mises en place dans ce contexte de censure ? Comment obtenir des témoignages des personnes sur place alors que le risque est la torture, la prison ou la mort ?

Par cet article, nous souhaitons proposer un état des lieux de la situation actuelle en Iran et particulièrement de la lutte des femmes iraniennes et kurdes d'Iran. Dans notre contexte d'écriture de cet article, il est intéressant de croiser nos analyses respectives à toutes les deux : d'une part, de celle qui a des informations directes par sa famille en Iran, et d'autre part, de celle qui est engagée dans le combat féministe et dans le combat contre le danger fasciste par la récupération politique raciste et islamophobe.

### Contexte politique en Iran

La révolution iranienne de 1979 a marqué un tournant pour le pays. Le Shah d'Iran est alors contraint de fuir le pays, qui ne cesse d'enchaîner manifestations et grèves. Une tension économique et culturelle règne au sein du pays, laissant la porte ouverte à l'ayatollah Khomeyni, un radical révolutionnaire. La Constitution de la République islamique d'Iran est approuvée le 12 décembre 1979 par référendum<sup>4</sup>.

Puis en novembre 2019, le peuple iranien se révolte suite à une hausse du prix du carburant. De cette période jusqu'à janvier 2020, 1500 personnes sont tuées et 7000 personnes sont arrêtées selon Chowra Makaremi, anthropologue interviewée par *Mediapart*.<sup>5</sup>

### Le point de bascule : la mort de Jīna Amini

Le 16 septembre 2022, Jīna Amini, jeune étudiante kurde de 22 ans a succombé à ses blessures trois jours après avoir été arrêtée et tabassée par la police des mœurs. Arrêtée le 13 septembre pour « port du voile inapproprié », elle est transportée à l'hôpital de Téhéran cette même journée, où elle passera trois jours dans le coma avant de mourir.

Le rapport médical officiel déclare que son décès est lié à une maladie du cerveau et non suite à des coups.<sup>6</sup> Cependant, des images piratées du scanner de Mahsa Amini de l'hôpital montrent une fracture crânienne, une hémorragie et un œdème cérébral, qui ne coïncident donc pas avec le rapport officiel.<sup>7</sup>

Les manifestations en cours en Iran ont commencé dans les villes kurdes de Saqqez (province du Kurdistan d'Iran d'où Jīna Amini est originaire) et de Sanandaj le soir des funérailles de Jīna Amini. Le slogan kurde « *Jin, Jiyan, Azadî* »<sup>8</sup> (Femmes, Vie, Liberté), vient du mouvement de libération kurde en Turquie. Il est utilisé pour la première fois en 1987 par le Mouvement des femmes libres

*Alors que depuis des années les peuples iraniens et kurdes d'Iran subissent une répression meurtrière quotidienne, le soulèvement populaire atteint un point de bascule depuis maintenant quatre mois : c'est le pays entier qui s'embrase*

du Kurdistan<sup>9</sup>. Il est rapidement devenu le slogan commun du mouvement de contestation ; repris par les femmes iraniennes, il est devenu un mot d'ordre international dans les luttes féministes.

Alors que depuis des années les peuples iraniens et kurdes d'Iran subissent une répression meurtrière quotidienne, le soulèvement populaire atteint un point de bascule depuis maintenant quatre mois : c'est le pays entier qui s'embrase avec, à la tête du mouvement, les femmes et la jeune génération qui ne demandent qu'à obtenir leur liberté et qui refusent toute négociation possible avec le gouvernement. Des gestes forts de contestations contre l'obligation du port du voile, un des fondements de la théocratie actuelle, traversent tout le pays : les femmes se coupent les cheveux dans les manifestations ou se filment de chez elles, elles brûlent leurs voiles tour à tour dans les feux qui illuminent les rues. Le message est clair : elles s'attaquent directement au régime en place et le rejettent en bloc sans compromis.

### Où en est le combat aujourd'hui ?

Les stratégies de répressions exercées par le régime sur la population sont diverses (en plus des violences directes qu'il exerce sur les manifestant-es et toute personne se levant d'une quelconque manière contre lui) :

- Communication coupée : le gouvernement iranien peut facilement couper les communications Internet du pays car il a sous contrôle les deux voies d'accès à celui-ci. Le régime en place n'hésite pas : il restreint l'accès à Internet et aux réseaux mobiles pour empêcher la visibilité des manifestations et surtout éviter que les images des tueries soient relayées. En effet, sans VPN, il est impossible de naviguer sur des plateformes comme Facebook ou YouTube. Instagram et What'App, réseaux les plus utilisés par les Iranien-nes, connaissent des perturbations. Les applications peuvent être temporairement inactives.

- Faux récits<sup>10</sup> : l'utilisation de faux rapports est monnaie courante en Iran. Plusieurs manifestant-es ont été tués<sup>11</sup> lors des affrontements avec la police des mœurs. Le régime couvre les marques de tortures, d'agressions sexuelles, des coups violents portés à la tête, par exemple par des accidents de voitures, des maladies ou encore des suicides. Les familles des victimes sont systématiquement menacées de témoigner sous peine de torture ou de mort. C'est le cas par exemple pour la famille de Sepideh Ghalandari, qui été arrêtée à Téhéran en novembre et qui est morte sous la torture. Son corps leur a été remis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à condition que celle-ci garde le silence sur les raisons de sa mort.

- Infiltration et enlèvement : les manifestant-es blessé-es ne se rendent plus à l'hôpital car ils et



elles risquent à tout moment d'être dénoncées par les services de renseignement, enlevées et torturées. Elles et ils font appel à des médecins de confiance qui les soignent à domicile, au risque de leurs vies, c'est le cas du Dr Ayda Rostami qui a été tuée le lundi 12 décembre 2022.

Malgré l'acharnement du régime sur la population, le mouvement ne faiblit pas ! Un mouvement de masse traverse les classes et les générations. L'utilisation par le régime de la violence et de la peur comme armes primordiales n'attise pas la rage et la colère du peuple. Pourquoi, comment ? Comme le témoigne un cousin de Tiffany : « *le peuple iranien garde espoir* ». Ils et elles se battent à différentes échelles, en développant une multitude de techniques et de formes de manifestations, et de propagation de l'information.

Principalement, l'opposition s'organise par la prise de l'espace public (manifestations dans les rues) et par les grèves :

- Un mouvement généralisé dans le pays : de la mer Caspienne au golfe Persique, de la frontière turque à la frontière afghane, quelles que soient les origines sociales et ethniques, le pays se mobilise. C'est un mouvement transclasse<sup>12</sup>.

- Des réseaux de soutien des familles, des syndicalistes ainsi que des caisses de grève sont organisés (un héritage qui vient directement des mouvements syndicaux des 40 dernières années) ;

- Des mouvements de grèves des étudiant-es et des enseignant-es : suite à l'appel des enseignant-es à la grève, ce sont plus de 100 universités qui rejoignent les mobilisations dès la fin du mois de septembre 2022 ;

- Plus de 60 % des étudiant-es sont des étudiantes : les mobilisations y sont donc très fortes dans ce secteur.

- Grèves dans les secteurs des transports et des raffineries ;

- Des réseaux féministes puissants, un héritage du mouvement de 2009 et de la campagne « 1 million de signatures » : c'est toute une génération

*Les familles des victimes sont systématiquement menacées de témoigner sous peine de torture ou de mort*

qui a été formée et qui a des outils d'organisation concrets ;

- À l'inverse, la jeune génération, qui n'a pas été directement traumatisée par la répression des années précédentes (dans le sens où elle n'a pas physiquement subi la violence de la répression), et qui a grandi avec les réseaux sociaux, est une jeunesse qui prend d'autant plus confiance en soi et qui apporte un nouveau souffle à la lutte ;

- Le rôle des réseaux sociaux : malgré la censure omni-présente, les stratégies de communication n'ont jamais cessé d'être efficace et de faire sortir les informations du pays ;

- Témoignages des familles et des proches des victimes et personnes arrêtées : malgré la pression et le risque énorme, les témoignages ne cessent d'être diffusés. Ils gardent une place centrale dans la lutte contre le régime ;

- Le soutien apporté par des personnalités connues : par exemple, les joueurs de foot iraniens ont couvert leurs maillots d'un habit noir en signe de soutien au soulèvement populaire lors d'un match de foot. Par ce geste, ils couvrent l'insigne de la République islamique présent sur le drapeau iranien ;

- Développement de nouvelles façons de manifester : de chez soi (sur le toit, aux fenêtres), des manifestations dans les voitures, des habitant-es qui ouvrent leurs portes directement, la systématisation de médecins de confiance ;

- Interpellation des femmes politiques occidentales qui obéissent aux lois de ceux qui oppriment les iraniennes en revêtant, lors de leur venue, le voile islamique par des militantes féministes : par exemple, Masih Alinejad, journaliste, écrivaine et militante politique américaine d'origine iranienne

Les événements autour du 21 mars 2023 [nouvel an persan] pourront être déterminants dans la suite de leur combat

leur adresse une vidéo en demandant clairement : « Ne portez pas le hijab, ne légitimez pas nos oppresseurs » ;

- Des actions menées par des féministes pro-choix voient le jour : des féministes qui, elles-mêmes voilées, brûlent un voile en solidarités ;
- Grève de la faim : le 2 janvier 2023, Armita Abbasi, détenue et emprisonnée, ainsi que quatorze autres manifestantes en soutien à celles-ci, ont entamé une grève de la faim. Elles sont détenues à la prison de Fardis (également appelée Kachouii), à Karaj et sont soutenues par leur familles.

### Leur donner de la voix et de la force

En tant que féministes, notre soutien est immense. Mais alors, comment le leur apporter ? Que faire, concrètement ? Nous pensons que la première des choses à faire est de communiquer autour de nous, de parler d'elles, de parler de leur combat. De plus, dans ce contexte d'une visibilité grandissante des arguments de l'extrême droite au sein des médias, où des manifestations de fascistes s'organisent dans nos rues<sup>13</sup>, nous sommes là et nous ne laissons aucune place à tout amalgame raciste et à toute reprise des luttes féministes à des fins islamophobes.

Pour s'informer, nous avons eu recours à plusieurs sources :

- le compte twitter de Chowra Makareni, l'anthropologue iranienne, qui commente régulièrement la situation sur place sur (<https://twitter.com/chowmak>) ;
- le compte de Masih Alinejad, journaliste, écrivaine, militante politique américaine d'origine iranienne qui publie et commente régulièrement des images des manifestations ;
- ainsi que le site de la Commission des femmes du CNRI (Conseil national de la Résistance iranienne).

### Perspectives

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, un appel à la grève féministe générale est lancé partout en France et à

l'international, en inspiration des mouvements révolutionnaires des féministes au Chili. Le 21 mars, le Norouz, jour du nouvel an persan, est une date lourde de sens pour le peuple iranien et kurde d'Iran. Cette date amènera certainement à un jour de grandes mobilisations, cruciales, massives et inédites. Les événements autour du 21 mars 2023 pourront être déterminants dans la suite de leur combat.

Pour la suite de cet article, nous avons pour objectifs d'approfondir la question de l'auto-organisation et de pousser l'analyse des différents éléments d'organisation du mouvement. Nous souhaitons entre autres transmettre des témoignages venant de personnes luttant sur place, apporter une analyse intergénérationnelle dans un contexte de luttes qui traversent des générations, et se mettre en lien avec les collectifs en soutien avec le combat des femmes kurdes et iraniennes présents dans nos quartiers, afin d'apporter une analyse plus complète sur la place des femmes kurdes dans ce combat.

Le 25 novembre 2022, dans la rue, nous avons crié et nous continuons à crier sans relâche : « Trop couvertes ou pas assez, c'est aux femmes de décider ! » « Voilée ou pas, c'est nos choix ! » Nous ne cesserons de les soutenir au sein de nos luttes, autour de nous, avec nos familles et ami-es.

C'est toutes ensemble qu'on va lutter car c'est toutes ensemble qu'on va gagner ! *Jin, Jiyan, Azadi ! Femmes, vie, liberté !*

### MATHILDA DEMARBRE ET TIFFANY DJAMCHID, RENNES

1 – Les personnes Kurdes en Iran, opprimées par l'État, se voient interdire de vivre – ou mourir – avec leur prénom. Jina Amini, comme beaucoup d'autres enfants kurdes, avait deux prénoms. L'un officiel, Mahsa, et l'autre donné par ses parents et destiné aux ami-es et à la famille, Jina.

2 – « Les manifestations en Iran et le rôle des femmes dans les unités de résistance », Rapport mensuel de la Commission des Femmes du CNRI, septembre 2022 (<https://women.ncr-iran.org/fr/2022/10/09/les-manifestations-en-iran/>)

3 – <https://women.ncr-iran.org/fr/2022/11/25/femmes-et-jeunes-filles-tuees/>

4 – Thierry Coville, *L'Iran, une puissance en mouvement*, paru en 2022

5 – Émission de *Mediapart*: Iran : « femmes, vie, liberté, c'est un projet politique » [https://www.youtube.com/watch?v=KKVqOaOL\\_YA&t=304s](https://www.youtube.com/watch?v=KKVqOaOL_YA&t=304s)

6 – [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/07/iran-la-mort-de-mahsa-amini-causee-par-une-tumeur-cerebrale-et-non-par-des-coups-de-la-police-selon-un-rapport-medical-officiel\\_6144845\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/07/iran-la-mort-de-mahsa-amini-causee-par-une-tumeur-cerebrale-et-non-par-des-coups-de-la-police-selon-un-rapport-medical-officiel_6144845_3210.html)

7 – <https://english.alarabiya.net/News/middle-east/2022/09/19/Mahsa-Amini-s-medical-scans-show-skull-fractures-caused-by-severe-trauma-Report>

8 – Dans l'histoire et la langue kurde, le mot « femme » a la même racine que le mot « vie » : « Jin » et « Jiyan ». Donc si la femme est une prisonnière, la vie est aussi une prison. Par conséquent, le combat pour une « femme libre » est aussi un combat pour une vie libre. Ainsi, sans la libération des femmes, il n'y aura pas de vie libre pour tou-tes.

9 – <https://kurdistan-au-feminin.fr/2022/11/02/jina-amini-et-la-lutte-kurde-en-iran/>

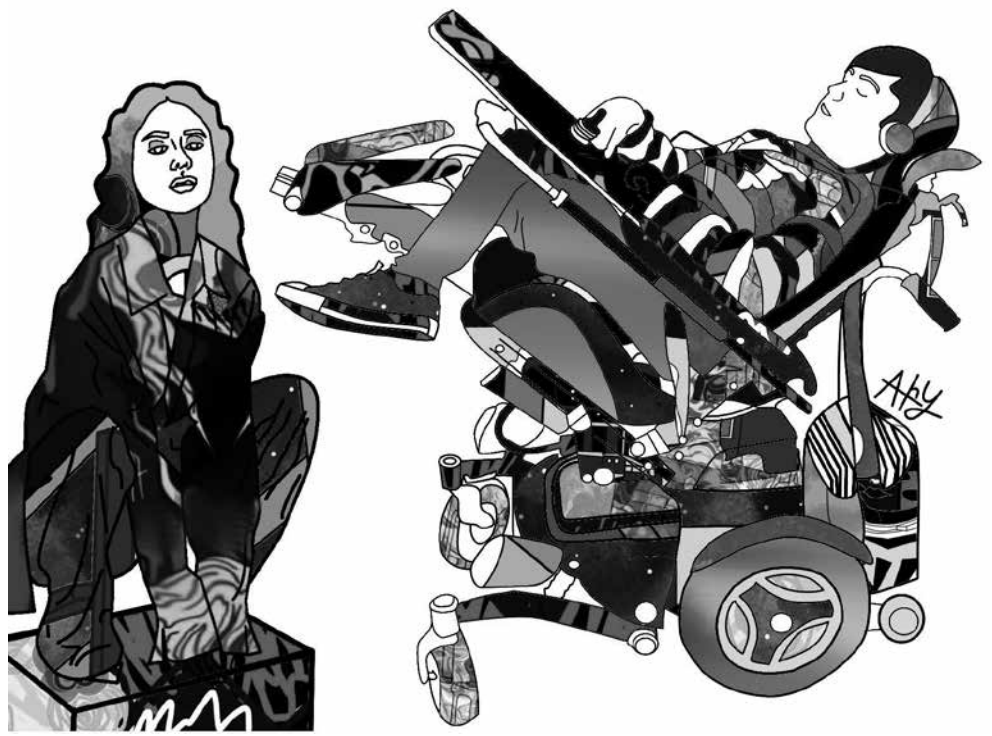
10 – <https://women.ncr-iran.org/fr/2023/01/04/diffuser-de-faux-recits/>

11 – <https://iranhr.net/en/articles/5623/>

12 – Sources transmises par la journaliste de *Mediapart*, Rachida El Azzouzi.

13 – <https://www.autonomiedeclasser.org/editorial/edito-confiance-puissance-pour-nous/>





# L'ANTICAPACITISME : MARGINALISÉ DES LUTTES ?

TW: cet article peut contenir des éléments évoquant des violences validistes / psychophobes / sexuelles.

*Bien que la crise du covid-19 ait atrocement révélé la hiérarchisation instituée des vies par l'État en France qui a laissé aux gérant·x-es des centres hospitaliers de réanimation la possibilité de trier<sup>1</sup> les patient·x-es en fonction d'un prétendu « score de fragilité »<sup>2</sup>, les luttes anticapacitistes restent encore bien trop marginalisées, et trop peu – voire pas du tout – incluses aux autres luttes contre les oppressions systémiques (comme le racisme ou le sexisme). Pourtant, la gestion de cette crise réaffirme la nécessité de cette lutte, notamment au travers d'une lecture anticapitaliste.*

**L**e validisme imprègne la société dans son ensemble, et n'échappe donc pas à nos milieux militants, même lorsque ceux-ci prétendent ou souhaitent sincèrement inclure cette lutte à leur agenda politique. C'est pourquoi il nous semble important d'écrire cet article en redonnant une définition politique au handicap, puis en exposant des critiques de biais validistes dans nos milieux militants relevées par des personnes concernées et donner des pistes pour les révolutionner. Cet article est une introduction à ce contre quoi luttent les militant·x-es anticapacitistes, et se veut une invitation à la réflexion et au débat pour ne plus exclure de nos organisations les problématiques et les luttes handies.

## Définitions

• **Handicap / Incapacité(s)**: Trop souvent encore, le handicap est compris comme une « maladie », une déficience, une incapacité. On le voit bien dans l'expression couramment utilisée : « personne porteuse de handicap ». Il faut donc bien commencer par la base et réaffirmer que : non le handicap n'est pas « porté » par une personne, le handicap n'est pas la maladie, la déficience ou l'incapacité.

*Le handicap doit être compris ainsi : une personne est « handicapée » au sens d'« empêchée ». Plus clairement : des choix politiques et sociaux l'empêchent de circuler simplement, de se loger, d'aller chez des ami·x-es, d'accéder aux magasins, aux lieux culturels, aux écoles et aux lieux de travail, etc.*

Le handicap doit être compris ainsi : une personne est « handicapée » au sens d'« empêchée ». Plus clairement : des choix politiques et sociaux l'empêchent de circuler simplement, de se loger, d'aller chez des ami·x-es, d'accéder aux magasins, aux lieux culturels, aux écoles et aux lieux de travail, etc.

Les personnes handicapées (donc empêchées) ont des incapacités psychologiques, physiologiques ou anatomiques, mais le handicap est le résultat de choix politiques et c'est contre eux qu'il faut lutter.

Attention toutefois, se définir handi·x-e ou crip (cf. définition un peu plus bas) est tout à fait légitime et même politique ! Il s'agit de se réapproprier des

*Le capacitisme comme oppression systémique imprègne l'ensemble de la société et socialise les personnes considérées comme « valides » à être validistes, et les personnes handicapées à intérioriser elles-mêmes des formes de validismes.*

termes stigmatisants pour les repolitiser (comme le font des personnes LGBTQIA+ avec le terme queer, ou des travailleur-x-euses du sexe avec le terme pute, par exemple).

• **Capacitisme (= validisme)** : On en vient alors à définir ce qu'est le capacitisme (ou le validisme). Comme le dit la professeure Véronique Leduc<sup>3</sup> « le capacitisme est un système d'oppression et d'exclusion des personnes [ayant des incapacités] ».

Le capacitisme comme oppression systémique imprègne l'ensemble de la société et socialise les personnes considérées comme « valides » à être validistes, et les personnes handicapées à intérioriser elles-mêmes des formes de validisme. Le capacitisme marginalise et stigmatise les personnes ayant des incapacités. Il isole ces personnes en les enfermant dans des institutions (comme : les Instituts d'éducation motrice, les ESAT<sup>4</sup>, etc.), il les surmédicalise en promulguant l'idéologie selon laquelle les corps considérés comme « anormaux » devraient être redressés pour correspondre le plus possible aux « normes valides » et cela même lorsqu'il ne s'agit pas d'une question vitale. Le capacitisme considère les personnes avec des incapacités comme inférieures, nous socialisant ainsi à les infantiliser toute leur vie et les considérer comme dépendantes, non désirables (socialement comme sexuellement). Le capacitisme est une idéologie qui opprime et tue des êtres humain-x-es, dans une logique capitaliste puisqu'ils sont considéré-x-es comme non-rentables et donc négligeables, voire inutiles. Le capacitisme poussé à son paroxysme peut mener à l'eugénisme. Et c'est pour toutes ces raisons qu'il faut absolument se révolter et lutter contre lui !

• **Psychophobie**<sup>5</sup> : La psychophobie est une discrimination et une oppression systémique validiste propre aux troubles psychiques ou à une condition mentale. C'est la stigmatisation et la discrimination de personnes souffrant de troubles mentaux ou de neuroatypies comme le TDAH (trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité), la bipolarité, les DYS, la dépression, etc.

• **Eugénisme** : Idéologie qui préconise une « amélioration » du patrimoine génétique de certaines populations humaines par la sélection, par l'interruption de grossesse, par l'interdiction de la reproduction des individu-x-es considéré-x-es comme inférieur-x-es par stérilisation, par sélection génétique ou par élimination.

• **L'anticapacitisme (= antivalidisme)** : On l'aura compris, être anticapacitiste (ou antivalidiste) c'est donc lutter contre le capacitisme / validisme, en commençant par le désigner comme oppression systémique et en luttant contre le handicap et pour la vie autonome de chacun-x-e.

• **La Vie Autonome** : Elle doit être la base du mouvement anticapacitiste / antivalidiste. Militer pour la Vie Autonome c'est militer pour des logements accessibles, le droit à un nombre d'heures

d'aide humaine adapté à ses besoins, un revenu décent, etc.

L'autonomie ne doit pas être confondue avec la dépendance. Une personne peut être dépendant-x-e pour tourner les pages d'un livre, mais elle est autonome pour dire à son assistant-x-e de vie de prendre tel livre, de le positionner de telle façon, quand tourner la page et à quel endroit ranger son livre.

• **Crip** : la définition la plus claire que nous ayons trouvée est celle de Charlotte Puiseux (militante anticapitaliste, féministe et queer/crip active dans le collectif Les Dévalideuses) dans son *Dictionnaire CRIP : Petit ouvrage d'introduction au Crip* :

*« Crip signifie "estropié, boiteux, infirme, invalide" en anglais. On peut donc imaginer que crip, réduction de cripple, soit, à la lumière de queer, une réappropriation d'un mot stigmatisant. [...] Le mouvement crip croise les apports des Disability Studies (études sur le handicap) et du Queer, mais aussi les questions d'intersectionnalité. Ainsi il interroge le handicap à la lumière de concept queer tels que celui d'idéal régulateur, de retournement du stigmat, de performativité ou de désidentification. Il propose de nouvelles définitions du handicap et le faire surgir dans la sphère queer où les normes dominantes sont désessentialisées, les identités naturalisées sont repensées comme des constructions sociales, la notion d'abjection est revalorisée et où les binarismes sont travaillés pour être déconstruits. [...] »*

*« C'est un mouvement qui veut aller contre l'hégémonie des hommes blancs, hétérosexuels et cisgenres telle qu'elle a pu exister dans le premier mouvement de personnes handicapées pour les droits civiques. »*

## **Biais validistes dans nos milieux militants révolutionnaires**

Comme dit précédemment, le validisme est une oppression systémique, organisée selon un schéma capitaliste productiviste et une hiérarchisation systémique des vies<sup>6</sup>. Et comme toute oppression de ce type, il s'insinue dans tous nos rapports sociaux, engendrant des comportements validistes à l'échelle collective comme individuelle. Nos milieux militants, même les plus radicaux et révolutionnaires n'y échappent pas. C'est pourquoi nous allons faire un état des lieux des critiques ressortant de témoignages de personnes handi-x-es / crip qui sont – ou ont été – dans des milieux militants mixtes (avec des personnes non-concernées par les handicaps), dans le but de nous mener à une réflexion collective sur nos pratiques.

Tout d'abord, beaucoup de personnes témoignent de l'inaccessibilité aux espaces militants. Dans les lieux de réunions, d'événements (projection, conférences, assemblées générales, etc), il n'y a bien souvent pas de rampes d'accès pour les fauteuils roulants manuels et électriques ; parfois si l'entrée est accessible les toilettes ne le sont pas forcément.

Le port du masque (et pas uniquement contre le covid, mais contre l'ensemble des virus et maladies transmissibles) est encore trop souvent « conseillé » dans un souci de ne pas avoir l'air « autoritaire » ou culpabilisant (ce sont les arguments qui reviennent souvent). Cependant, les personnes à risque, immunodéprimées, le vivent – à raison – comme une exclusion. Effectivement il nous semble indécent de se soucier d'empêcher des gens qui refuseraient



Christina Eisenberg, Joe Slaninka et Jessica Lopez (Viscardi Center), Sunday's parade.

de porter le masque de venir aux réunions, alors qu'il paraît acceptable de se passer de personnes qui souhaiteraient venir militer et ne viennent pas car elles risquent au pire de mourir, au mieux d'être gravement malades, et sont donc par extension exclues car handies...

Des problématiques individuelles peuvent parfois sembler se heurter comme par exemple une personne immunodéprimée qui aurait besoin que les autres participant-x-es portent un masque et une personne malentendante qui n'entendrait pas bien les personnes parlant avec un masque. C'est un argument évidemment valable, mais des solutions, avec un peu de bonne volonté peuvent se trouver, comme par exemple dans ce cas : un micro !

D'autre part, certaines incapacités qui sont dites « invisibles » (neuro-atypies, dépression, surdité, les troubles de l'anxiété comme le trouble de stress post-traumatique par exemple, etc.) confrontent les personnes vivant avec celles-ci à des espaces qui ne prennent pas en compte leurs besoins spécifiques qui peuvent être par exemple : du calme, des lumières non-agressives, une traduction LSF ou des supports visuels, le respect des tours et temps de parole, des trigger warning (= avertissement) avant d'aborder certains sujets (comme le viol, le suicide, la transphobie...).

L'ensemble de ces remarques prennent également effet dans les autres espaces militants tels que la rue. Encore trop peu de manifestations et rassemblements prennent réellement en compte les besoins des personnes qui souhaitent militer, l'accessibilité au lieu et à l'ensemble de la manifestation (par exemple : Y a-t-il des transports en communs pour s'y rendre ? Le parcours est-il accessible ? Y a-t-il un cortège calme ? Un cortège où le port du masque est obligatoire a-t-il été mis en place ? etc).

Beaucoup de militant-x-es qui ne sont pas directement concerné-x-es sont également très critiques quant au militantisme sur internet. Pourtant internet est d'une part un outil puissant de propagande, qui permet de réunir beaucoup de personnes à des

*Encore trop peu de manifestations et rassemblements prennent réellement en compte les besoins des personnes qui souhaitent militer, l'accessibilité au lieu et à l'ensemble de la manifestation.*

rassemblements, manifestations, événements de réflexion et de formation politiques. Mais en plus, pour de nombreuses personnes, du fait de leur handicap, il est parfois le seul espace militant accessible (encore que l'on pourrait critiquer le validisme de certaines applications qui ne prennent pas en compte les personnes malvoyant-x-es / malentendant-x-es, avec des TSPT, etc. mais c'est un autre sujet).

Une autre critique, très importante, concerne l'infantilisation constante des personnes handi-x-es qui se retrouve dans nos milieux. Des personnes handi-x-es se sont par exemple déjà vu refuser leur participation au service d'ordre de manifestations, que les personnes dites « valides » considéraient « trop dangereuse » pour elles (qui a le droit de décider pour une personne de la prise de risques qu'elle souhaite prendre ou non, en toute connaissance de cause ?). Les personnes handi-x-es sont aussi encore trop souvent seulement toléré-x-es dans les milieux militants « inclusifs » mais pas considéré-x-es comme des sujets pensants à part entière, capables d'analyse et de stratégie politique. Ces types de comportements sont à déconstruire en urgence ! La façon de s'adresser à une personne handie doit également changer : encore bien trop souvent le ton de la voix utilisé par des personnes dites « valides » pour s'adresser à des personnes handi-x-es est semblable à celui communément utilisé pour s'adresser à un-x-e enfant (ton également critiquable d'ailleurs lorsqu'il s'adresse à un-x-e enfant... mais ce n'est toujours pas le sujet !), quand la personne considérée comme « valide » ne s'adresse pas directement à la/les personne(s) qui accompagnent la ou le militant-x-e handie comme si celle-ci ou celui-ci était invisible...

*L'ensemble de ces handicaps (= empêchements) instaurés et de ces violences reproduites dans nos milieux découragent les personnes handi-x-es qui souhaitent militer à rester au sein de nos groupes, et il est temps de les entendre.*

L'ensemble de ces handicaps (= empêchements) instaurés et de ces violences reproduites dans nos milieux décourage les personnes handi-x-es qui souhaitent militer à rester au sein de nos groupes, et il est temps de les entendre. De cesser de les exclure, et de prendre nos responsabilités et briser les barrières qui les empêchent de participer activement aux luttes. Iels ont également droit à la colère, à l'agentivité et à la révolte que les militant-x-es considéré-x-es comme « valides » s'octroient ! C'est pourquoi nous proposons à partir de ces critiques de réfléchir à lutter ensemble.

### **Comment lutter ensemble, alors ?**

Nous n'avons pas la prétention de résoudre tous les problèmes, d'avoir les bonnes solutions ni l'exhaustivité des problématiques rencontrées par les personnes handi-x-es dans les sociétés et dans nos milieux militants, mais nous souhaitons par cet article, inviter à la réflexion collective sur nos pratiques, comment les changer, de façons simples mais aussi plus profondes.

Déjà, nos espaces militants doivent être accueillants pour tou-ttes. Et pour ça il est important de prendre en compte chacune des critiques citées dans la partie précédente. Nous devons impérativement entendre les personnes avec des incapacités et mettre en place les conditions matérielles et émotionnelles nécessaires pour leur laisser les places auxquelles iels ont autant droit que nous.

Des choses sont très simples à réaliser comme par exemple indiquer sur chaque événement l'accessibilité ou non-accessibilité du lieu (rampes, LSF, accès aux WC, etc). Évidemment il est compliqué dans une société validiste de trouver des locaux et espaces accessibles. Mais afficher ouvertement la non-accessibilité d'un lieu c'est d'une part visibiliser le fait qu'il y a un problème d'accessibilité et peut-être (on dit bien « peut-être » !) permettre au propriétaire du lieu d'entamer des démarches ou au moins une réflexion pour le rendre accessible, mais cela évite aussi et surtout aux personnes concernées d'avoir la charge mentale d'appeler constamment les organisateur-x-ices pour obtenir ce type d'informations. Évidemment il faut privilégier l'organisation de ces réunions dans des lieux accessibles et réellement chercher ces lieux (ne pas se contenter de dire qu'on a fait le taff juste parce qu'on a précisé dans sa communication si le lieu était accessible ou non).

À A2C, un groupe de travail contre le covid a été récemment créé pour élaborer un protocole d'accueil lors des prochains weekends de formation. Ce groupe de travail a réfléchi à se procurer matériellement les outils nécessaires, mais aussi à sensibiliser le collectif et montrer l'importance d'établir un tel protocole. Ce n'est encore pas ici le sujet de l'article, mais cela devrait être, à nos yeux, une priorité dans l'ensemble des groupes

militants, pour parler et décider d'un mode d'action collectif qui permette à tou-ttes de participer à ces regroupements militants sans mettre sa santé ou sa vie en péril.

Des cellules (groupes de travail) pourraient également être créées (lorsque le nombre de militant-x-es ou la structure de l'organisation le permettent) spécifiquement pour travailler sur les problématiques liées aux handicaps pour essayer au maximum d'éviter les violences validistes (à l'image des groupes contre les violences sexistes et sexuelles qui commencent à apparaître dans de plus en plus d'organisations). Ces groupes de travail pourraient réfléchir à toute la logistique pour les espaces militants (lieux de réunions, manifestations, etc.), à la gestion des violences, mais également aux questions de fond et aux revendications à inclure (en parallèle avec le reste du groupe qui doit évidemment réfléchir au fond et aux revendications) ! Il ne s'agit ici pas d'une solution toute faite mais d'une proposition, ou plutôt d'une piste de réflexion pour entamer des actions concrètes.

De petites actions de ce type, et une véritable réflexion collective sur les points techniques et logistiques, sont déjà un bon départ. Mais le point le plus important est bien entendu l'inclusion des revendications anticapacitistes aux autres revendications contre les systèmes d'oppression ! Il nous faut réellement entamer un travail d'analyse et de stratégie politique liant toutes ces luttes ! Car il y a énormément de choses à dire et d'analyses politiques possibles entre les luttes anticapacitistes, les luttes queer et féministes, antiracistes, et anticapitalistes ! (Et nous souhaitons dans un prochain article approfondir ces réflexions).

La lutte pour la Vie Autonome, la fermeture des institutions, les mêmes droits pour les travailleur-x-euses handi-x-es que pour les autres travailleur-x-euses, les aides humanitaires et la réelle formation des personnes assistant-x-es (à l'anticapacitisme notamment), des revenus mensuels à hauteur du SMIC pour toutes les personnes handies ainsi que la déconjugalisation de toutes les allocations, l'accessibilité à l'ensemble des espaces sociaux et des logements, la dénonciation des maltraitances et des viols dans les institutions ! L'ensemble de ces revendications doivent désormais faire partie intégrante de nos analyses et nos manières de lutter pour tendre vers nos objectifs de liberté et d'égalité entre toutes !

#### **AHMED ET CHARLIE, TOULOUSE**

1 – <https://clhee.org/2020/04/10/>

communiqué-inter-collectifs-validisme-et-covid-19/

2 – <https://basta.media/tri-des-patients-covid-handicap-reanimation-deces-etablisements-medicaux-sociaux>

3 – Véronique Leduc est professeure au département de Communication sociale et publique de l'UQAM. Ses recherches sont engagées dans une critique sur les thématiques intersectionnelles, féministes, queer, décoloniales et du handicap.

4 – ESAT : « Établissements médico-sociaux accueillants des travailleur-x-euses handicapé-x-es ».

5 – Sur la psychophobie voir les comptes instagram de @aventureouvert (qui parle aussi d'inceste), de @clea.ciel, @handicap\_invisible, @handiencolere ...

6 – Écouter le génialissime podcast de Clémence Allezard Handicap : *la Hiérarchie des vies* sur <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-handicap-la-hierarchie-des-vies> (une retranscription écrite pour les sour-x-des et malentendant-x-es est disponible sur le lien du site.



# Ç'EST LE CAPITALISME QUI DÉTRUIT L'ENVIRONNEMENT. DÉTRUISONS LE CAPITALISME !

*Alors que l'idéologie dominante s'attache à nous faire accepter l'idée que c'est l'humanité toute entière, sans distinction de classe, de genre, de race sociale, qui serait responsable du réchauffement climatique, masquant ainsi les responsables et les victimes premières, il est important de s'emparer des débats théoriques et pratiques que mettent en jeu les questions du réchauffement climatique, et plus largement de l'écologie.*

**L**e dérèglement climatique est devenu un vrai problème vital de la Terre. Selon le dernier rapport scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il nous reste environ 10 ans pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, le seuil nécessaire pour empêcher la dégradation totale de la biodiversité. Il faudrait préciser que le climat ne se réchauffe pas graduellement mais il y a certains points de basculement qui peuvent avoir un effet irréversible sur le réchauffement climatique, comme la savanisation de la Forêt amazonienne et la fonte du pergélisol au nord<sup>1</sup>. Pourtant, on voit bien que les gouvernements ne font rien pour mettre en place des actions nécessaires, comme privilégier la production selon les besoins au lieu des profits financiers ou le développement des énergies renouvelables à grande échelle (qui sont considérées comme trop chères selon les standards capitalistes...). En plus, ce sont les personnes les plus pauvres qui vivent les effets du dérèglement climatique à haut niveau : elles perdent leur maison suite aux catastrophes dites naturelles ; elles habitent dans des pays qui contribuent le moins (voire ne contribuent pas) à ce dérèglement mais qui pourtant font face à des problèmes comme la sécheresse, la famine et les feux de forêt sauvages dont l'intensité a augmenté ces dernières années<sup>2</sup>. Cela met en lumière l'injustice climatique : ce sont les populations riches qui polluent le plus, alors que les populations pauvres qui ne polluent pas autant en supportent les conséquences (comme les peuples d'Haïti ou du Sénégal, ou la classe ouvrière aux États-Unis dont les maisons et les vies ont été détruites par l'ouragan Katrina qui a ravagé le côté est du pays, notamment les quartiers populaires noirs de la Nouvelle-Orléans en 2005).

*L'Anthropocène, comme notion, continue à servir au business-as-usual à cause de sa déresponsabilisation des grandes industries fossiles*

## **Anthropocène, inefficacité des COPs, et sobriété**

Cependant, dans toutes les sphères politiques, il y a un concept assez répandu, même dans la bouche des militant-es écologistes : Anthropocène. Défini par le météorologue et chimiste Paul Crutzen, ce concept a connu une grande popularité. Il met en avant une humanité qui dégrade l'environnement depuis l'industrialisation. Selon celui-ci, tous les humains ont contribué au même niveau à ce dérèglement, et on vit dans une ère anthropocène où l'effet des humains sur l'environnement se fait le plus sentir avec tout le mal fait aux écosystèmes. Ou autrement dit, selon les mots d'Andreas Malm, « Il désigne l'ère où les puissances humaines ont débordé les forces naturelles et fait sortir le système terrestre de ses ornières, le plaçant sur un terrain glissant où il s'ébranle de façon imprévisible et toujours plus violente. Le changement climatique est loin d'être le seul symptôme de cette nouvelle ère, mais il a une capacité toute particulière de destruction généralisée »<sup>3</sup>.

La Conférence des parties (COP) organisée par les États membres chaque année depuis 1995 est un bon exemple de ce que donne l'utilisation de la notion d'anthropocène. Il s'agit des pays qui se sont engagés à respecter la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, pour respecter



les règles définies en matière de production bas-carbone et de consommation durable<sup>4</sup>. Cependant, on voit très clairement que dans chaque conférence, la limitation du réchauffement climatique est reportée aux calendes grecques et mettent toutes les populations pauvres en danger dans le monde. La dernière COP27 en est l'illustration. Les pays membres n'ont pas pu se concilier sur l'arrêt total de l'usage des énergies fossiles, donc piétinent l'espoir de garder la limite de réchauffement à 1,5 °C, dont il a été prouvé que c'est indispensable pour la (sur) vie des écosystèmes<sup>5</sup>. Donc, l'Anthropocène, comme notion, continue à servir au *business-as-usual* à cause de sa déresponsabilisation des grandes industries fossiles (comme Total, Arcelor-Mittal, Lafarge Holcim, Airbus Group et Engie SA en France, selon L'Oxfam<sup>6</sup>).

Ce ne sont pas seulement les conférences internationales où cette notion est mobilisée. On le voit aussi régulièrement dans les bouches des politiciens internationaux, qui priorisent les actions individuelles. Comme si l'accès à une énergie pour se réchauffer et s'éclairer était égalitaire en France et dans le monde. Suite à l'invasion de l'Ukraine par les forces de l'État de Russie, une nouvelle notion a été développée et est très prisée par nos politiciens : sobriété. Ce concept, qui a notamment été popularisé avec le livre *Sobriété heureuse* de Pierre Rabhi (qui d'ailleurs a beaucoup d'histoires controversées et des liens politiques avec la droite, voire l'extrême droite<sup>7</sup>), est surtout mobilisé pour justifier les démarches politiques qui se définissent par la responsabilisation des individus face au réchauffement climatique. Comme si les personnes qui, partout dans le monde, essaient de survivre dans des conditions pénibles, n'étaient pas « sobres » depuis des décennies.

Que faire face à ce danger mortel qu'est le réchauffement climatique qui impacte et va encore impacter d'abord notre classe, la classe ouvrière<sup>8</sup>? Comment s'organiser collectivement face à l'acceptation majoritaire des notions qui déresponsabilisent les grandes industries, vraies responsables de cette destruction environnementale à cause de leur soif de profit? Y-a-t-il une notion anticapitaliste qu'on peut mobiliser, en tant que militant-es, contre la notion d'Anthropocène, hégémonique parmi les figures de la classe bourgeoise?

### Capitalocène : une notion alternative contre l'Anthropocène

Selon Andreas Malm, il y a plusieurs problèmes avec l'idée d'Anthropocène. Le plus important est qu'elle met en avant toute un anthropos, une espèce biologique, qui aurait pollué jusqu'à maintenant et polluerait encore la planète alors qu'il y a une inégalité hallucinante entre les pays dit développés et d'autres pays. D'après Andreas Malm<sup>9</sup>, les pays capitalistes avancés sont responsables de 77,1% des émissions de carbone. Pourtant, ces données comparatives ne prennent pas en compte la dimension de classe et des rapports sociaux qui en découlent. « *Ce sont les propriétaires des moyens de production et de transport d'un petit royaume insulaire qui ont mis le monde sur cette voie qu'il n'a pas quitté depuis : ils ne sont pas arrivés comme les émissaires d'un legs de l'évolution que le monde attendait depuis toujours* »<sup>10</sup>. Ce royaume se révèle

*Ce n'est pas le genre humain qui dégrade l'environnement mais c'est bel et bien une classe, la classe bourgeoise, pourvue d'un capital fossile comme valeur d'échange et donc de moyens de production qui maximisent ses profits économiques*

être la Grande-Bretagne, où les grandes industries et la classe bourgeoise ont pris naissance et ont répandu leur pouvoir, notamment par la voie du colonialisme et la déportation de la main-d'œuvre des pays colonisés, notamment des pays africains. Depuis ce royaume s'est répandue l'utilisation des combustibles fossiles à grande échelle, qui amène ensuite au capital fossile, « *défini au plus simple comme la production de valeur d'échange et la maximisation des profits au moyen de l'énergie fossile, en tant que substrat matériel nécessaire* »<sup>11</sup>.

Il propose ensuite une notion nommée la Capitalocène. Selon celle-ci, ce n'est pas le genre humain qui dégrade l'environnement mais c'est bel et bien une classe, la classe bourgeoise, pourvue d'un capital fossile comme valeur d'échange et donc de moyens de production qui maximisent ses profits économiques.

### Comment lutter contre le capital fossile ?

Bien que la réponse ne soit pas évidente à cette question, on peut en discuter dans nos milieux, nos réseaux et nos espaces militants. Est-ce qu'on mobilise les bonnes méthodes pour lutter contre ce capital fossile? Qui met en priorité les intérêts financiers lors des conférences internationales? Est-ce que nos actions pacifistes sont suffisantes? Ou est-ce qu'on doit développer d'autres interventions plus directes pour arrêter la production de l'énergie fossile<sup>12</sup>? C'est à réfléchir, peut-être dans le cadre d'autres articles, plus théoriques, mais aussi à partir de retours d'expériences de camarades qui luttent sur ces questions.

#### ATA, NÎMES

1 – <https://www.theguardian.com/environment/2022/nov/20/cop27-climate-summit-egypt-key-outcomes>

2 – Ian Rappel, *Feeling the heat: Wildfires and capitalism*, <http://isj.org.uk/feeling-the-heat/>

3 – Andreas Malm, *L'Anthropocène contre l'histoire, le réchauffement climatique à l'ère du capital*, 2017.

4 – <https://www.ecologie.gouv.fr/decryptage-des-cop-conferences-internationales-lutte-contre-dereglement-climatique>

5 – <https://www.ecologie.gouv.fr/decryptage-des-cop-conferences-internationales-lutte-contre-dereglement-climatique>

6 – <https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/les-grandes-entreprises-francaises-un-modele-dangereux-pour-la-planete/>

7 – Jean-Baptiste Malet, *le Système de Pierre Rabhi*, <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/08/MALET/58981>

8 – Notre utilisation de la classe ouvrière correspond à toutes les personnes qui sont dépourvues des moyens de production et vendent leur travail pour gagner de l'argent. Donc il s'agit de toutes les travailleur-euses, y compris les ouvrier-es d'usine, les enseignant-es, etc. Pour sa définition marxiste, voir Marx, *le Capital*.

9 – *L'Anthropocène contre l'histoire : réchauffement climatique à l'ère du capital*

10 – p. 45

11 – p. 50

12 – Andreas Malm, *How to blow up a pipeline?*, 2021.



## LES MOUVEMENTS ANTITRANS, COMBATTONS LE FASCISME

*De la pente glissante entre les idées antitrans et l'extrême droite ou la nécessité de la prise en compte du danger des mouvements antitrans pour notre classe. Perspectives antifascistes sur la question.*

**E**n août 2022, l'Université Humboldt de Berlin a invité Marie-Luise Vollbrecht, une biologiste marine, à donner une conférence sur le genre. Le titre provocateur de sa conférence, « *Sexe, genre, et pourquoi il existe deux sexes en biologie* », a attiré l'attention d'associations LGBT+ ou de défense juridique étudiantes, qui ont organisé une manifestation sur le campus de l'université pour mettre en lumière la position loin d'être vide de sens politique de la scientifique, qui s'illustrait sur les réseaux sociaux depuis longtemps par des positions antitrans virulentes. Suite à la volonté des mouvements réactionnaires soutenant Vollbrecht d'organiser une contre-manifestation, la conférence a finalement été annulée par l'administration universitaire, pour éviter des violences. S'en est suivie une polémique d'ampleur reportée dans de nombreux médias nationaux : les mouvements de défense des droits des personnes trans ont été accusés par les alliés conservateurs de la biologiste de « *nier la liberté d'expression* » ; les expressions « *cancel culture* » et « *culture woke* »<sup>1</sup> ont été utilisées à tout-va pour décrier les collectifs de personnes trans. Les forces réactionnaires ont réussi à créer une atmosphère de panique morale autour de ce qui a été nommé « l'affaire Vollbrecht », diffusant leurs rhétoriques transphobes dans les journaux, et Marie-Luise Vollbrecht a été interviewée à de nombreuses reprises pour défendre sa position en tant que « *victime du lobby trans empêchant une scientifique de s'exprimer* ».

*En propageant de la désinformation et suscitant la confusion et la peur sur un sujet qui est pour beaucoup nouveau, l'extrême droite investit un nouveau terrain fertile pour ses idées politiques*

### **Des liens dangereux avec l'extrême droite**

Au-delà de la facilité des médias nationaux allemands à relayer des théories réactionnaires sur le sujet de la transidentité, cette affaire nous montre surtout une chose : la pente glissante existant entre les idées transphobes et l'extrême droite. La situation de Vollbrecht n'a en effet pas seulement suscité l'affolement de personnalités du centre ou de la droite, mais aussi la sympathie d'acteur-ices de la scène politique fasciste et néonazie allemande. Sur Twitter, le débat s'est déplacé sur le fameux point Godwin : Marie-Luise Vollbrecht a, comme un an auparavant, hiérarchisé dans un tweet les victimes du nazisme, en disant que parler de l'oppression des personnes trans sous le nazisme serait « *bafouer les vraies victimes des nazis* », à savoir les juif-ves. Suite à cela, un hashtag a été popularisé par des scientifiques féministes pour dénoncer l'argumentaire de la biologiste : #Marie nie les crimes nazis. Vollbrecht a ensuite intenté une action en justice contre l'utilisation diffamatoire du hashtag, procès qu'elle a perdu au tribunal de Cologne.

Ce qui est intéressant, c'est qu'autour de cette affaire, en se plaçant comme victime de la « cancel culture woke », elle a commencé à récolter des fonds. Plus de 80 000 € au total, dont une partie provient de membres du parti fasciste AfD (Alternative für Deutschland = Alternative pour l'Allemagne), qui comptent parmi les plus grands donateurs. Créé en 2013, l' AfD est un parti nationaliste, xénophobe et raciste, plus spécifiquement islamophobe, proche de Pegida, le mouvement des « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident » (le nom est parlant). L' AfD est entré au Parlement allemand en 2017 et est actuellement une des plus puissantes organisations fascistes allemandes.

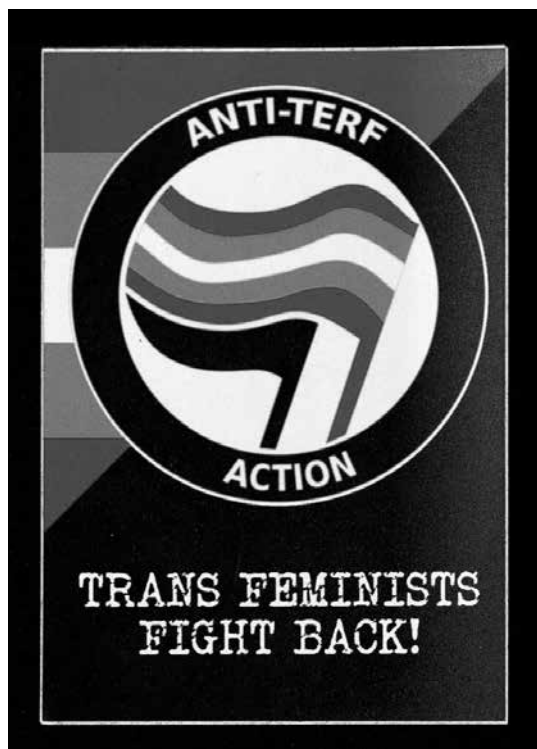
### L'affaire Vollbrecht n'est pas un cas isolé

Cet événement récent n'est qu'un exemple parmi d'autres où les idées transphobes d'une personnalité scientifique ou politique la conduisent à collaborer avec des partis néonazis ou des personnalités fascistes ou complotistes. C'est le cas aussi en France, où nos FARTs<sup>2</sup> nationales Dora Moutot et Marguerite Stern s'affichent en compagnie de personnalités telles que le complotiste anti-avortement Thierry Casasnovas, et flirtent régulièrement avec l'extrême droite. Un exemple récent est celui de la tribune attaquant les politiques d'inclusion du Planning familial, publiée par les deux activistes dans *Marianne* suite à la mise en circulation d'une affiche pour l'accès aux droits reproductifs à tou-te-s représentant un homme trans enceint<sup>3</sup> et relayée principalement par l'extrême droite. De nombreuses femmes se revendiquant du féminisme suivent leur chemin : d'une ignorance des problématiques trans dans leur cheminement féministe, elles finissent par faire de la lutte antitrans le cheval de bataille de leur militantisme, et la logique de leur acharnement contre les droits des personnes trans attise leur sympathie pour des courants réactionnaires et même fascistes, que l'on pourrait penser contraires à leurs idées féministes d'origine. Elles finissent par se constituer en véritables mouvements antitrans.

### La transphobie est un ressort important de l'extrême droite qu'il ne faut pas négliger dans nos luttes

Les mouvements antitrans sont dangereux, et organisés. Et le pire, c'est qu'ils sont très efficaces. Le sujet de la transidentité est un ressort que la droite et l'extrême droite activent de plus en plus parce qu'il fonctionne. En propageant de la désinformation et suscitant la confusion et la peur sur un sujet qui est pour beaucoup nouveau, l'extrême droite investit un nouveau terrain fertile pour ses idées politiques. En se ralliant aux mouvements antitrans, dont certains peuvent encore se doter d'un déguisement progressiste (féministe en l'occurrence), les fascistes gagnent du terrain.

Suite à la tribune écrite par Dora Moutot et Marguerite Stern dans *Marianne*, les deux militantes antitrans ont été reçues par la présidente de la majorité LREM à l'Assemblée, qui a trouvé pertinentes leurs remarques sur les « déviances idéologiques » du Planning familial. Dans le cadre de la loi bioéthique et de propositions de loi pour des avancées féministes sur les droits reproductifs,



*La différence avec les personnes et organisations politiques antitrans est celle du but politique de destruction des personnes trans et de l'action politique en ce sens*

des amendements sont quasi systématiquement proposés par des politicien-nes de droite et d'extrême droite pour spécifier une interdiction ou une restriction de ces droits pour les personnes trans. Le travail des mouvements antitrans paie, jusqu'à l'Assemblée.

Les représentant-es de ces mouvements sont invité-es partout, y compris par des médias de gauche, en faisant jouer leur étiquette « féministe » : interviews dans des journaux nationaux de tous bords, passages à la télévision dans des émissions de grande audience... Elles et ils prennent la parole non pas pour argumenter en faveur de droits mais contre une partie de la population. L'espace médiatique conféré aux mouvements antitrans contribue à diffuser des rhétoriques véritablement mortifères pour nos camarades trans, mais pas que. Grâce à son intervention sur ce que l'extrême droite appelle « la question trans »<sup>4</sup>, elle se garantit un espace de parole et cela contribue à rendre plus recevable ce que les fascistes ont à dire, quel que soit le sujet. Les partis et mouvements d'extrême droite s'offrent ainsi une tribune dans les instances politiques et dans les médias, qu'ils peuvent réutiliser ensuite pour avancer leurs pions et faire des percées dans l'échiquier politique.

En plus des conséquences directes pour les personnes visées par les mouvements antitrans, ces mouvements, ralliés par des organisations fascistes et d'extrême droite plus traditionnelles, sont aussi un danger pour l'entièreté de notre classe. Le moindre centimètre laissé à l'extrême droite, quel qu'en soit le sujet de départ, nous rapproche du fascisme.



Loup (@\_louppp\_)

### **Défendre les luttes trans et queer, c'est s'attaquer aux fondements du fascisme**

L'acharnement des organisations fascistes et réactionnaires contre les droits et la reconnaissance des personnes trans n'est pas seulement une stratégie politique de leur part : il provient de leur vision théorique de l'humanité. En effet, l'existence même des personnes trans et plus largement les revendications des mouvements LGBT+ viennent mettre en péril ce qui est au fondement de leur théorie : la famille patriarcale, qui serait la garantie de la reproduction de l'idée que les fascistes se font de leur prétendue race. La vision alternative de ce qu'est « faire famille » portée par les mouvements LGBT+, qui s'accompagne de revendications politiques (pour les droits reproductifs, d'alliance, pour la prise en charge des enfants, pour la reconnaissance des familles sortant du schéma traditionnel...) porte atteinte à l'idéal familial sur lequel se construit l'imaginaire fasciste, fondé sur les principes de fécondité, de binarité, de rôles genrés misogynes, et de hiérarchie entre les individus composant la famille. Les mouvements fascistes sont perturbés par les mouvements queer. Le pouvoir politique de notre implication auprès des mouvements trans et la défense organisée de nos intérêts communs est à prendre en considération. Soyons sur tous les fronts pour combattre l'extrême droite.

### **Nos grand-mères transphobes ne sont pas le vrai danger**

Le pouvoir d'action politique des mouvements antitrans ne doit pas être pris à la légère. Il ne s'agit pas ici des propos de nos grand-mères en

*Prendre en considération les velléités homophobes et transphobes de l'extrême droite dans notre compréhension du fascisme est fondamental*

repas de famille, ni du mégenrage à la fac, ni des questions intrusives de nos camarades pendant le piquet de grève. Mépriser des personnes pour des erreurs et un manque d'information ne fera pas reculer significativement les mouvements antitrans et les fascistes. La différence avec les personnes et organisations politiques antitrans est celle du but politique de destruction des personnes trans et de l'action politique en ce sens. L'Institut Lemkin pour la prévention du génocide a même récemment caractérisé de « génocidaire » le mouvement autoproclamé « critique du genre », que l'on peut appeler mouvement antitrans<sup>5</sup>. Constitué de scientifiques aux théories essentialistes, de polémistes de métier, des actrices de la scène FART, de politicien·nes de droite et des mouvements d'extrême droite, le mouvement antitrans est large, éclectique mais organisé. Il sévit à plusieurs niveaux d'organisation politique : au niveau institutionnel, dans la rue, dans les médias. Si le combat contre la transphobie est en partie culturel (lutter contre la désinformation en repas de famille peut aider), il doit surtout être stratégique et politique.

### **Groupons-nous, et demain...**

Reconnaître l'importance de soutenir les luttes trans et LGBT+ dans notre antifascisme et identifier les mouvements antitrans comme nos ennemis politiques sont les premières étapes. Prendre en considération les velléités homophobes et transphobes de l'extrême droite dans notre compréhension du fascisme est fondamental. Pour gagner dans la lutte contre le fascisme, il ne faut reléguer aucun sujet où il s'exprime à un plan inférieur. En tant que révolutionnaires antifascistes, allons massivement à l'ExistransInter chaque année. Rejoignons les manifestations pour les droits LGBT+. Argumentons pour une prise en compte des luttes trans et LGBT+ dans le mouvement. Soutenons les médias indépendants transféministes comme XY Media. Relayons les appels et communiqués pertinents lorsque la communauté LGBT+ est attaquée par l'extrême droite. Soutenons matériellement les luttes trans.

### **JU LHULLIER-LE MOAL, RENNES**

- 1 – La « culture woke » est un concept d'extrême droite, inventé pour discréditer les mouvements de gauche prônant la justice sociale.
- 2 – FART signifie Feminism Appropriating Reactionary Transphobe, Transphobe réactionnaire s'appropriant le féminisme. J'ai préféré cet acronyme à celui de TERF (Trans-exclusionary radical feminist), plus souvent utilisé.
- 3 – Article « Planning familial : les anti-trans, «cautions progressistes» des réacs » par Pauline Bock dans *Arrêt sur images* (arretsurimages.net)
- 4 – Voir la vidéo *Comment la droite réactionnaire construit une «question trans» ?* par le collectif Toutes Des Femmes sur la page Youtube de XY Media
- 5 – « Statement on the Genocidal Nature of the Gender Critical Movement's Ideology and Practice » article publié le 29 novembre 2022 sur lemkininstitute.com



# LE NOUVEAU TEMPS DES CRISES

*Il y a 50 ans, en 1973, le capitalisme basculait dans une crise dont il n'est jamais sorti depuis et qui détermine encore les conditions de la lutte des classes aujourd'hui. Cet article est le premier d'une série de réflexions sur les événements qui ont marqué cette année charnière.*

**D**e la Seconde Guerre mondiale jusqu'à 1973, le capitalisme a connu sa plus longue période sans crise majeure. Une période que certain-es appellent les « Trente Glorieuses » ou encore « l'âge d'or du capitalisme ». Trois décennies de croissance continue durant laquelle la vie d'un très grand nombre de personnes se trouva transformée et durant laquelle les ouvrier-es vivaient mieux que leurs parents et s'attendaient à ce que leurs enfants vivent mieux encore.

## **De la Guerre à 1973, un capitalisme en expansion**

En Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, au Japon, il y eut une augmentation des salaires réels, un plein emploi virtuel et une protection sociale à une échelle nouvelle pour la classe ouvrière. Le chômage chuta à des niveaux que l'on avait connus que pendant de brèves périodes.

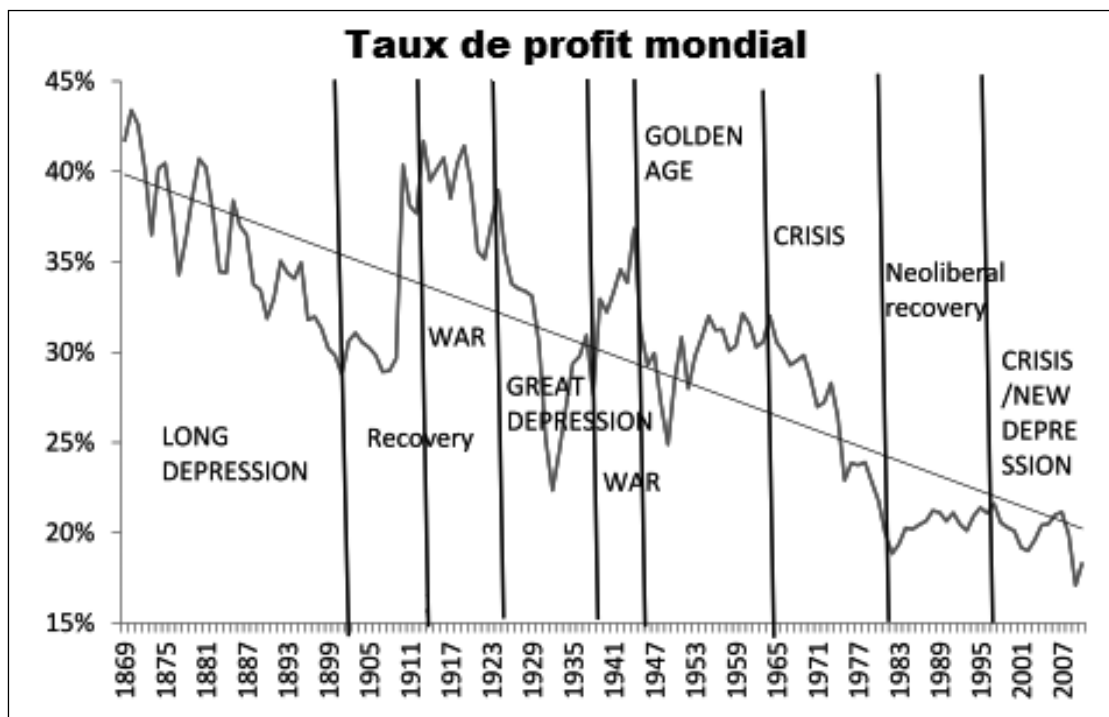
Les changements dans la consommation et le mode de vie de la classe ouvrière se combinaient à des mutations dans le domaine de la production. Des techniques nées dans l'entre-deux-guerres commençaient à dominer le paysage. Des usines neuves ou agrandies employant une main-d'œuvre nouvelle produisaient de plus en plus : dans les années 1970, le produit économique des États-Unis était de trois fois son niveau de 1940 ; la production allemande était cinq fois plus importante qu'à son niveau de 1947 ; en France, quatre fois plus. Une multiplication par treize du produit industriel

*En Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, au Japon, il y eut une augmentation des salaires réels, un plein emploi virtuel et une protection sociale à une échelle nouvelle pour la classe ouvrière.*

transforma le Japon, encore considéré comme un pays pauvre dans les années 1940, en deuxième puissance économique « occidentale » après les États-Unis.

Le capital se tourna aussi vers les femmes et prospecta dans le monde entier à la recherche de travailleur-ses. Des migrant-es de l'Italie rurale furent bientôt employés dans les mines belges et les usines suisses. Les anciens métayers noirs du Sud des États-Unis devinrent encore plus nombreux-ses qu'avant la Seconde Guerre mondiale à rejoindre les grandes villes comme Detroit, Los Angeles et Chicago. Des firmes allemandes accueillirent des réfugié-es de l'Est et organisèrent la venue de millions de travailleur-ses de Turquie et de Yougoslavie. Les sociétés françaises recrutèrent de la main-d'œuvre en Afrique du Nord et dans les colonies ultramarines.

Les conditions étaient très différentes en Asie, en Afrique et en Amérique du sud. Dans ces pays, une pauvreté extrême était toujours le lot de la grande majorité de la population. Mais les puissances européennes furent forcées d'abandonner leurs colonies, et une croissance économique



accrue créa l'attente selon laquelle finalement les pays « moins développés » rattraperaient les plus avancés.

### Qui aurait pu prédire la crise ?

Durant cette période, aussi bien à droite que dans une grande partie de la gauche, on proclamait que les contradictions du système capitaliste avaient été surmontées. Le changement clé, disait-on, était le fait que les gouvernements avaient appris à intervenir dans l'économie pour contrebalancer les tendances à la crise. Même à gauche, on pouvait penser et affirmer que le capitalisme avait soigné ses maux, que la lutte des classes n'était plus le moteur de l'histoire et que la classe ouvrière perdait son rôle central dans la transformation de la société.

L'humanité produisait plus de richesses qu'elle ne l'avait jamais fait auparavant et chaque année, chaque décennie, était plus productive que la précédente. Cette richesse croissante était encore très inégalement répartie : des poches de pauvreté dans les pays les plus riches et de vastes zones de pauvreté dans les pays les moins avancés du capitalisme persistaient. Mais on pouvait néanmoins croire que des changements dans les politiques des gouvernements suffiraient à mettre un terme à cela.

Cet « âge d'or » qu'on voulait croire sans fin s'arrête pourtant net en 1973 lorsque les économies occidentales entrèrent simultanément en récession pour la première fois depuis les années 1930. Pour comprendre les raisons de cette crise soudaine, il faut aussi comprendre les raisons derrière ce boom économique de trois décennies.

La caractéristique la plus significative de la période d'après-guerre est le taux de profit plus élevé qu'avant-guerre des pays capitalistes. Par exemple aux États-Unis, qui représente jusqu'à 60 % de la production économique de l'« Ouest », il était supérieur de 50 à 100 % et resta plus au moins à ce niveau jusqu'à la fin des années 1960.

*Cet « âge d'or » qu'on voulait croire sans fin s'arrête pourtant net en 1973 lorsque les économies occidentales entrèrent simultanément en récession pour la première fois depuis les années 1930.*

C'est ce qui explique pourquoi les capitalistes ont investi à une échelle suffisante pour maintenir le boom.<sup>1</sup>

### C'est quoi le taux de profit ?

L'objectif de chaque capitaliste est d'accumuler des richesses et de les utiliser pour construire les moyens qui permettent de produire encore plus de richesses. Pour cela, il exploite des travailleur·ses qui produisent des biens grâce aux moyens de production qu'il possède et il vit de la vente de ces biens sur un marché dans lequel il est mis en concurrence avec d'autres capitalistes.

Chaque capitaliste a besoin de pousser vers une plus grande productivité pour rester devant ses concurrent·es. Le système n'est ainsi pas seulement un système de production de marchandises, c'est aussi un système d'accumulation concurrentielle. La production dans un tel système ne sert pas aux besoins de l'humanité – mêmes à ceux des capitalistes – mais elle sert à permettre à un capitaliste de survivre en concurrence avec un autre.

Tout capitaliste individuel peut accroître sa compétitivité en augmentant la productivité des travailleur·ses qu'il exploite et pour y parvenir il doit faire en sorte que chaque travailleur·se utilise de plus en plus de « moyens de production » – outils, machines, etc. – dans son travail.

Plus de productivité est donc synonyme d'une augmentation plus rapide de la quantité de moyens de production par rapport à l'augmentation de la force de travail. Pour faire croître la quantité de moyens de production, les capitalistes doivent investir.

*La caractéristique la plus significative de la période d'après-guerre est le taux de profit plus élevé qu'avant-guerre des pays capitalistes.*

Le premier capitaliste qui investit dans une nouvelle technologie obtient un avantage concurrentiel qui lui permet d'extraire un profit supplémentaire, mais qui cesse dès que la nouvelle technique est généralisée.

Or le moteur de ce système n'est pas juste le profit, c'est le profit obtenu en rapport à l'investissement réalisé, c'est-à-dire le taux de profit. Le capitaliste n'investira que s'il pense que cela lui garantira un profit « raisonnable ». Et plus l'investissement sera important, plus le profit devra aussi l'être. Et s'il ne le pense pas, le capitaliste ne risquera pas son argent dans un investissement.

« *le problème économique du capitalisme du 21<sup>e</sup> siècle n'est pas qu'il y ait un manque de possibilités d'investissement, mais que cet investissement n'est pas suffisamment profitable* ». <sup>2</sup>

Finalement, la compétition entre capitalistes qui les poussent à rester en tête des autres capitalistes aboutit à de nouveaux investissements qui font que les investissements suivants dégageront un taux de profit inférieur.

Comme l'a démontré Marx et de nombreux économistes depuis, la valeur d'échange d'une marchandise sur un marché est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire pour la produire. Le travail est la source du profit. Augmenter la quantité de moyens de production, autrement dit investir, est une nécessité imposée par la concurrence. Augmenter la quantité de moyens de production par rapport à la force de travail permet d'augmenter la productivité. Mais cela signifie aussi augmenter l'investissement par rapport à la source du profit, le travail. Donc à faire baisser le taux de profit.

L'incitation à accumuler inflige donc au taux de profit une tendance à la baisse.

### **Derrière le boom, les armes**

Ce qui va permettre une croissance continue c'est la relative stabilité du taux de profit du début des années 1940 jusqu'à la fin des années 1960. Et ce qui permet la stabilité du taux de profit, c'est un niveau sans précédent de dépenses d'armement en temps de paix.

Cette économie d'armement n'était pas le résultat d'une stratégie consciente visant à prévenir les récessions. Elle est issue de la logique de la compétition impérialiste dans la période de la Guerre froide. Mais elle a soutenu la prospérité du système pendant un temps.

Dans le camp de l'« Ouest », le coût du financement de l'économie d'armement a été supporté par les États-Unis (jusqu'à 20% de son PIB) et dans une moindre mesure par la Grande-Bretagne et la France. Ces investissements en moyens de destruction ont permis de ralentir la tendance à croître des investissements en moyens de production vis-à-vis de la force de travail qui est la source du profit.

La perte en investissement productif faisait que les économies de ces pays croissaient moins vite, mais les préservaient d'une crise par le maintien

du taux de profit. Ces dépenses étaient réparties très inégalement entre les économies les plus importantes. Ce n'était pas très important dans les premières années qui suivaient la guerre : le commerce international n'était que peu développé et la concurrence se déroulait principalement à une échelle nationale où l'investissement en armement ne changeait rien à la compétition puisqu'elle concernait tous les acteurs. Les effets positifs des dépenses d'armement faisaient plus que compenser leurs effets négatifs.

Le Japon et l'Allemagne avaient un bas niveau de dépense en armement et ont investi davantage dans leur moyen de production sans que cela fasse baisser le taux de profit de l'ensemble du système. Ces pays ont fini par rattraper les niveaux états-uniens de productivité et à accroître leur importance relative dans l'économie mondiale.

En 1968, l'État américain comprit qu'il ne pourrait pas gagner la guerre du Vietnam sans augmenter les dépenses militaires, ce que le capitalisme étatsunien ne pouvait pas se permettre s'il voulait garantir son développement économique désormais concurrencé par les capitalismes japonais et allemands.

Encore une fois, la compétition imposait aux capitalistes d'investir dans les moyens de production. Encore une fois, cela allait faire baisser le taux de profit et les premiers effets sont visibles dès la fin des années 1960.

### **Que s'est-il passé en 1973 ?**

Les taux de profit chutent depuis déjà quelques années dans l'ensemble du système capitaliste. La croissance des économies capitalistes s'arrête,

*Et ce qui permet la stabilité du taux de profit, c'est un niveau sans précédent de dépenses d'armement en temps de paix.*





l'inflation augmente partout. Entre 1971 et 1973, le chômage quadruple en Europe. Alors que le système n'avait pas vécu de crise majeure depuis les années 1940, la croissance des économies capitalistes entre en récession en même temps. C'est un nouveau temps des crises qui s'ouvre, celle de 1973 sera suivie de nombreuses dont les plus récentes sont parmi les plus graves : 2008 et 2020.

Les réponses apportées par les capitalistes à cette crise sont multiples : baisser les salaires, supprimer les protections sociales, casser les capacités d'organisation de la classe ouvrière qui, avec les étudiant-es, l'a fait trembler dans tant de pays en 1968. Pour résumer, il s'agit d'obliger par tous les moyens les travailleur-ses à accepter des emplois de moins en moins rémunérés et de plus en plus précaires.

Le capitalisme n'est pas parvenu à résoudre la crise de 1973. Pire que ça, les mauvaises solutions mises en place font que la situation empire et que la crise suivante est potentiellement plus dévastatrice.

En France dès 1972, les ministres de l'Intérieur et de l'Emploi entament une longue série de lois contre l'immigration qui continue jusqu'à aujourd'hui avec la loi Darmanin, en promulguant des circulaires à leur nom, tel « Marcellin-Fontanet », qui subordonnent déjà la politique de l'accueil des étranger-es au travail. De 1974 à 1977, le pouvoir français suspend l'immigration.

En Angleterre, les années 1975-1978 furent celles de la plus grosse perte de salaires réels des travailleur-ses du 20<sup>e</sup> siècle. Le gouvernement de Margaret Thatcher débutera en 1979 et s'attaquera à la classe ouvrière anglaise en cassant sa capacité à faire grève et ses organisations les plus puissantes. Aux États-Unis c'est Ronald Reagan qui se chargera de mener l'offensive.

Pour comprendre ce qui s'est joué en 1973, avec les moyens d'A2C, nous tâcherons tout au long de l'année à travers des articles, discussions et réunions publiques de revenir sur différents évènements de cette année charnière :

*Alors que le système n'avait pas vécu de crise majeure depuis les années 1940, la croissance des économies capitalistes entre en récession en même temps. C'est un nouveau temps des crises qui s'ouvre, celle de 1973 sera suivie de nombreuses dont les plus récentes sont parmi les plus graves : 2008 et 2020.*

- La fin de la guerre du Vietnam
- La vague de meurtre racistes en France et notamment à Marseille contre des personnes originaires d'Afrique du Nord
- La grève contre le racisme du Mouvement des Travailleurs Arabes
- La manifestation antifasciste contre un rassemblement d'Ordre Nouveau à la Mutualité à Paris
- La crise pétrolière
- Le coup d'État au Chili
- La guerre du Kippour
- L'autogestion ouvrière de LIP
- Les révoltes contre la dictature militaire en Grèce
- La révolution au Portugal
- Le droit des femmes à avorter aux États-Unis : arrêt Roe versus Wade
- Les grèves ouvrières de la métallurgie et de l'automobile en Italie
- L'occupation de Wounded Knee par l'American Indian Movement aux États-Unis

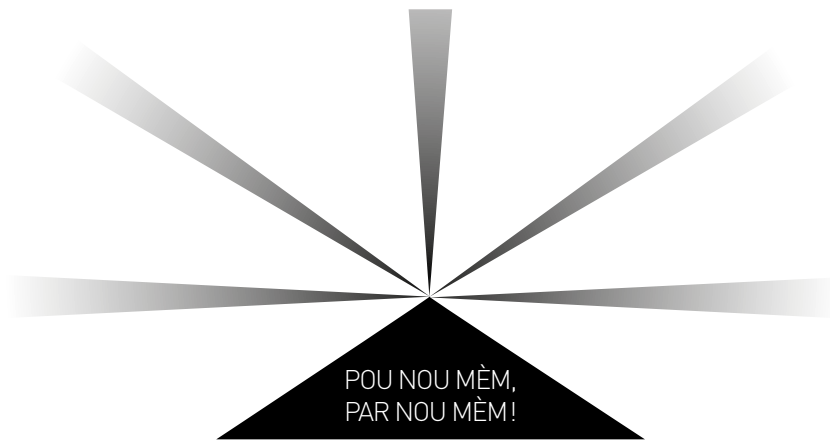
Cette liste ne demande qu'à être complétée et est évidemment un appel à contribution !

#### **MATHIEU PASTOR, PARIS 20<sup>e</sup>**

1 – [https://wikirouge.net/Baisse\\_tendancielle\\_du\\_taux\\_de\\_profit\\_et\\_sur\\_le\\_blog\\_de\\_l\\_economiste\\_Michael\\_Roberts](https://wikirouge.net/Baisse_tendancielle_du_taux_de_profit_et_sur_le_blog_de_l_economiste_Michael_Roberts) : <https://thenextrecession.wordpress.com/2020/07/25/a-world-rate-of-profit-a-new-approach/>

2 – Chris Harman, *Zombie Capitalism*





# CAPITALISME ET FAMILLE: LA SITUATION RÉUNIONNAISE

*Ce texte nous a été transmis par des camarades de l'île de la Réunion. Il inaugure la rubrique «**Pou nou mèm, par nou mèm!**» où nous publierons régulièrement des articles des camarades réunionnais-es.*

**D**e par son histoire, la famille réunionnaise est victime de l'esclavagisme, du colonialisme, du capitalisme et donc de l'assimilationnisme.

Les parents qui sont les première-s éducateur-ices sont elles et eux-mêmes victimes de cette machine. Les familles réunionnaises sont stigmatisées et de nombreux clichés sont répandus, tant dans le fond de la famille que dans la forme.

Parmi ces clichés, on retrouve l'érotisation et l'exotisation des Réunionnais-es qui auraient un caractère volage intrinsèque selon le capitaliste-colonialiste et qui entraînent la dépréciation des réunionnais-es par elles et eux-mêmes. Ceux-ci de leur côté sont amené-es à généraliser les grossesses précoces, les démissions parentales, l'alcoolisme généralisé, la rupture avec l'institution, l'isolement social.

C'est dans ce contexte indianocéanique particulier que nous devons lutter «*pou nou mèm, par nou mèm.*»

## Un déni d'histoire

Dans toute situation et à chaque moment, tout-e individu-e interagit directement ou indirectement avec le système. Aujourd'hui, au 21<sup>e</sup> siècle où le poids de l'esclavage révèle plus que jamais la prégnance traditionnelle de l'individu-e au sein de la cellule familiale, le paradoxe de devoir le vivre parallèlement comme une chose révolue pousse chacun à la schizophrénie identitaire.

*Aujourd'hui, au 21<sup>e</sup> siècle où le poids de l'esclavage révèle plus que jamais la prégnance traditionnelle de l'individu-e au sein de la cellule familiale, le paradoxe de devoir le vivre parallèlement comme une chose révolue pousse chacun à la schizophrénie identitaire.*

Nous sommes face à un déni historique, un déni de l'histoire des réunionnais-es. Un déni parce que la mémoire de l'histoire réunionnaise est effacée. Elle est effacée par l'acculturation coloniale qui depuis bientôt plus de 350 ans érode et lisse les souvenirs bons et mauvais du peuple réunionnais.

Pour un petit point historique, la Réunion est devenue une colonie de peuplement à partir de 1663 nous dit-on, où une culture de café est développée par le système colonial.

Nous sommes à peine à 900 km des côtes malgaches et à un peu plus de 2 000 km des côtes de l'Afrique au milieu de l'océan Indien ; et la Réunion, pendant tout le 17<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> siècles, est partie prenante du commerce triangulaire.

Après 1775, la Compagnie des Indes décide de changer de culture. Inscrite dans un système capitaliste de monoculture, on passe du café au sucre.

Contrairement aux Antilles, la Réunion est composée d'une population blanche importante, appelée «*va nu-pied du tiers-État*» par son caractère aussi unique que progressiste.



Famille réunionnaise dans les années 1960.

*Durant toute cette période de culture à outrance de café et de sucre, on parle d'un impact incommensurable sur la famille dans sa cellule, dans sa structure.*

*Pourquoi? Tout simplement parce que [...] les possédant-es, les esclavagistes, [...] décident de qui va se marier avec qui, de qui viole légitimement et qui se fait «reproduire».*

Contrairement à ce qui se fait ailleurs, avec la Compagnie des Indes Orientales qui commerce à la Réunion et par la Réunion, ce n'est pas parce qu'on est blanc·he qu'on devient propriétaire terrien·ne. En fait seule une dizaine de familles s'octroie le droit d'être des possédants et sont majoritairement esclavagistes. La Réunion devient une des clés de voûte du commerce entre l'Afrique et les Indes orientales.

C'est cette population blanche promise à un eldorado, paupérisée de manière inattendue, qui mène la population des « yabs » (dénomination en Créole) à une souffrance sociale. Et cet état va l'amener à estimer les kaf (population noire) comme leurs frères. D'où une endémisation particulière se traduisant par l'homogénéité interculturelle visible encore aujourd'hui, l'essence même de la créolisation.

La population devenue réunionnaise est d'origine malgache et représente, jusqu'à la moitié du 18<sup>e</sup> siècle, 85 % de la population de l'île.

### **Les impacts de l'esclavage sur la famille**

Durant toute cette période de culture à outrance de café et de sucre, on parle d'un impact incommensurable sur la famille dans sa cellule, dans sa structure.

Pourquoi? Tout simplement parce que comme on le sait à la Réunion, colonie française, les possédant-es, les esclavagistes, comme c'est écrit

dans le Code noir, décident de qui va se marier avec qui, de qui viole légitimement, et qui se fait «reproduire».

Ceci fait de la question de l'amour dans le couple un domaine proscrit et mis de côté. Ainsi, les couples mixtes, qui sont à l'origine du brassage réunionnais, sont officiellement prohibés.

Il faut souligner que depuis toujours, il y a eu un métissage entre le prolétariat blanc et les personnes originaires de Madagascar, d'Afrique, et qui, en se créolisant, créent la base du peuplement.

Par la suite, tous ces traumatismes liés à l'esclavage allaient être des leviers de résilience menant à la non-adversité<sup>1</sup> ethnique de la créolisation, et ces éléments ont donné puissance et force à la famille réunionnaise, qui était déjà sous le poids de la justice royale française de l'époque, et de la justice coloniale républicaine par la suite.

L'esclavage est aboli en 1848 officiellement, mais il est changé en engagisme. On remplace donc la population africaine par une population d'engagés Indien·es qu'on appelle à la Réunion « Malbars », ethnie constitutive de l'identité Réunionnaise, essentiellement issue de la côte ouest indienne et du sud-est de l'Inde.

C'est donc dans ce milieu, dans cette instance coloniale, sur ce terreau esclavagiste que vont se révéler l'unité réunionnaise et l'importance familiale car effectivement, les origines du peuplement réunionnais sont issues de cultures et de civilisations traditionnelles dans lesquelles l'Afrique et l'Asie sont pleinement représentées. Il s'agit de multi et surtout d'interculturalités où la famille a une grande importance, et où on vit dans un milieu familial ouvert, où plusieurs générations vivent ensemble. L'individu·e réunionnais·se, de la naissance au décès, du jeu structurel de l'enfant à la solidarité affinitaire des adultes, évolue dans un environnement de proximité fondateur.

Dans les conditions de violence où se sont déployées les forces coloniales esclavagistes à la Réunion, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas en détail ici, il n'est pas difficile d'imaginer les

conséquences sur les familles réunionnaises encore au 21<sup>e</sup> siècle, et pour des siècles et des siècles si rien n'est fait... À l'échelle individuelle, l'esclavage peut être assimilé au viol d'une femme à qui post-traumatiquement, la machine institutionnelle somme de se taire, de ne pas faire « de vagues », d'arrêter de ressasser le passé, afin « d'oublier », et d'avancer...

Tous les clichés dont nous avons parlé en introduction sont intimement liés à cette matrice coloniale, à cette histoire de violence éducative, violence culturelle, qui sera encore et toujours amplifiée à partir de 1946 avec la fin du statut de la Réunion en tant que colonie, puisqu'elle devient un département français sans pour autant qu'on ait demandé son avis au peuple réunionnais.

### La situation coloniale actuelle...

Ce que la France, ou plutôt trop de français-es aux relents colonialistes, reprochent souvent aux réunionnais-es d'aujourd'hui, est cette même docilité qu'ils croyaient déjà remarquer chez le « meuble » Africain, cette timidité, cette inhibition malades et caractéristiques de « l'inférieur-e ». Or ces traits de caractère ne sont que directement la preuve qu'il existe un trauma transgénérationnel.

Rappelons alors que dans le Code noir, l'esclave n'est autre qu'un meuble. Une chaise, un crayon, un urinoir ou une culotte. Iel n'a pas plus de valeur qu'un bien matériel et il n'est pas difficile de comprendre qu'aujourd'hui encore, l'image de l'homme réunionnais est continuellement travestie dans cet archétype d'homme alcoolique, inférieur, violent, bref déviant de toute heure, et incapable de s'épanouir au sein de la cellule familiale.

De fait, notre taux de chômage qui avoisine les 75 % chez les personnes de 18 à 25 ans, ferait peur à n'importe quel autre département de France et de Navarre. C'est un drame auquel l'État français et les élu-es locaux ne répondent toujours pas. Ils ne brillent que par leur absence ! Rien n'est fait pour que l'île se dynamise, tout effort va en direction de l'émigration, tout comme lors du Bumidom<sup>2</sup>.

Les abominations de l'esclavage s'amplifient de non-dits : à la Réunion, un tabou extraordinaire subsiste autour de l'histoire de l'esclavage. Les « grandes » familles descendantes esclavagistes, contrairement aux blanc-hes paupérisé-es, ont toujours un poids économique et charismatique très important sur l'île et font en sorte que l'histoire de leurs ancêtres soit oubliée. Elles détiennent les institutions, qui se répandent dans l'opinion publique, amplifiant à l'ère moderne leurs habitudes de prédateur-ices par le biais du pouvoir central lui-même.

S'agissant plus encore de laver une mauvaise conscience, iels ont pour office de pérenniser leur système, en dictant, en ancrant le peuple réunionnais dans l'immobilisme le plus mortifère.

Ce conformisme trouve son autre levier par la départementalisation de 1946 et surtout avec l'arrivée du « sacré » (sic !) Michel Debré en 1963 qui devient député de la Réunion, ce qui fait de lui le « président d'honneur de l'État français » à la Réunion.

Avec lui, c'est l'arrivée massive de fonctionnaires français-es à la Réunion, une nouvelle population qu'on appelle « zorey » et qui, par définition, a un

*Cette arrivée massive de fonctionnaires de l'État français attire ainsi encore plus le peuple réunionnais dans l'assimilation et amène également du désordre, de la déshumanisation qui sont les germes de l'autodestruction familiale et de son éclatement des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles.*

comportement colonialiste (dans sa quasi-totalité, jusqu'à nos jours).

Cette arrivée massive de fonctionnaires de l'État français attire ainsi encore plus le peuple réunionnais dans l'assimilation et amène également du désordre, de la déshumanisation qui sont les germes de l'autodestruction familiale et de son éclatement des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles.

Ici, à la Réunion, tout est amplifié : on nous crie à gorge déployée qu'il n'y a pas de travail pour nous ici, et finalement nous voyons constamment arriver des personnes de France qui auraient un niveau professionnel supérieur aux réunionnais-es, puisque ceux-ci seraient par nature oisif-ves et quelque peu demeuré-es au yeux des dominant-es.

Ces méfaits ont conduit une partie d'entre nous à militer pour ce qu'on appelle « *viv épi travay dan nout péi* », c'est-à-dire que nous nous prononçons pour la préférence régionale. À diplôme égal, nous demandons la priorité de rester travailler sur notre île. Démarche de laquelle les esprits peu féconds sortiront des pseudo-profils extrêmes.

Il existe toujours des différences entre les ressortissant-es de l'Union européenne qui vivent à la Réunion et les réunionnais-es elleux-mêmes puisqu'on nous appelle « les locaux », comme si, une fois de plus en redondance du Code noir nous n'étions qu'un objet ou un lieu, voir une localité.

Effectivement nous ne sommes pas toujours bien accueilli-es quand nous arrivons en France. Notre physionomie, notre physique qui ne répondent pas aux critères européens, nous amènent à être précarisé-es et à être dénigré-es.

Bref, nous sommes une population de colonisé-es-racisé-es qui fait que l'exil qu'on nous propose est une obligation aussi extrême que voilée, dissimulée, si l'on veut « réussir ». Encore faudrait-il savoir ce que signifie la réussite, dans une vie d'homme et de femme.

C'est pourquoi nous avons lutté et luttons toujours tous contre le « génocide par substitution » qu'Aimé Césaire dénonçait déjà, et qui pour nous se fait via le CNARM, avec tous nos jeunes qui, dès le collège, sont poussé-es à partir à l'extérieur, à faire des formations en France.

### ... et ses conséquences sur les familles réunionnaises

Partout sont arborées des publicités pour s'engager dans l'armée, pour partir en France dans tous les secteurs d'activité. Le ou la Réunionnais-e n'a pas sa place dans son propre pays. S'iel veut se construire, il faut qu'iel parte. Construire à la manière des dominant-es. Et là nous avons une autre problématique qui découle de cette immigration forcée, de cet exil obligé, qui est celui des familles qui doivent vivre la vie familiale avec 10 000 km de distance.



Hommage aux révoltes des esclaves de Saint-Leu, 15 avril 2013.

On imagine très bien, malgré les moyens connectés, qu'il soit impossible pour des grands-parents de faire connaître la culture réunionnaise à leurs petits-enfants quand on se voit une fois par an, soit parce qu'on doit aller voir nos enfants en France, soit parce qu'ils viennent en vacances se ressourcer dans leurs racines réunionnaises. Comme le dit Kalash « *ici le billet (d'avion !) vaut un SMIC* ». Et disons-le clairement, même des parents remplis de bonne volonté ne pourront jamais faire en sorte que leur enfant soit imprégné de repères du sol réunionnais autant qu'en restant ici.

L'État français, depuis la départementalisation, conserve toujours son aspect castrateur dans ces conséquences sur les liens familiaux. Toutes les relations de solidarité sont dissoutes. Nous avons fait le 1<sup>er</sup> mai 2013 suite au forum social réunionnais sur cette thématique et nous avons défilé pour demander à vivre et travailler dans notre pays, à ne pas voir les réunionnais-e intellectuel-les et manuel-les obligé-es de s'expatrier.

Car finalement quand, pour une raison ou une autre, un-e français-e arrive à la Réunion sans se poser les bonnes questions culturelles et identitaires, ancré-e dans des considérations matérielles et financières, iel sera un vecteur du colonialisme, du capitalisme et iel sera une nuisance pour l'autonomie du peuple réunionnais.

La famille réunionnaise post-départementalisation est ainsi une famille qui est encore nucléaire par nature mais qui s'atomise très fortement et inexorablement depuis la départementalisation, en touchant le fond de sa structure. D'abord, la langue créole n'est toujours pas reconnue dans le système éducatif français.

Une illustration cruelle nous rappelle les « années Debré » (les années 1960), avec le drame dit « des enfants de la Creuse », où le pouvoir en place a fait signer à des personnes analphabètes des contrats. Ceux-ci stipulaient que leurs enfants étaient envoyé-es en France, pour faire des petites vacances, se former, et qu'ils reviendraient à la Réunion. C'était pour leur bien leur avait-on dit, afin qu'ils apprennent à parler, à recevoir une éducation, etc.

*L'État français, depuis la départementalisation, conserve toujours son aspect castrateur dans ces conséquences sur les liens familiaux.*

Hélas, énormément d'enfants Réunionnais-es déporté-es en France ont fini par se donner la mort, d'autres ont sombré dans l'anonymat social, ou encore se sont fait adopter par des familles françaises essentiellement dans la Creuse, le but étant de repeupler les départements, parce que, pour eux, la Réunion était surpeuplée.

Or aujourd'hui le vivre-ensemble, l'interculturalité réunionnaise compte près de 800 000 habitant-es, quasiment trois fois plus que dans les années 1960.

Cette histoire a par ailleurs traumatisé les esprits et marqué de son empreinte la conscience collective. À la Réunion, tou-tes parlaient de la « petite voiture rouge » qui ramassait les enfants. On disait aux enfants « Si vous voyez une voiture rouge au bord de la route, alors cachez-vous ». Cette voiture était celle des représentant-es de l'État, souvent des assistantes sociales, qui venaient retirer les enfants des entrailles de leurs parents sous de faux prétextes.

Au bout d'un moment, même si on ne savait ni lire ni écrire, on avait compris que l'on pouvait perdre ses enfants. Le poids de l'assistance publique, de la DDASS à cette époque, a toujours de l'importance. Dans l'éducation familiale à la Réunion, on est passé d'une éducation sévère à un dérèglement et à une négligence voulus par l'État. Avec des conséquences aussi cachées que dramatiques.

Par la suite, on a pris peur de réprimander son enfant, car l'assistante sociale allait encore venir le retirer de notre famille. Pensée et schème psychologique qui allaient créer un déséquilibre éducatif où le parent est complètement spolié-e de son autorité éducative, de ses capacités familiales.

### Rézystans kiltirel<sup>3</sup>

Malgré tout cela, les Réunionnais-es font montre d'une résilience entière. En dépit de l'assimilationnisme, de la perte grandissante de la langue et de la culture traditionnelle réunionnaise, des digues sont montées par les militant-es.

Une partie de la population continue à vouloir faire perdurer ses traditions et à perpétuer la pratique de sa langue au quotidien.

Par ailleurs, les familles réunionnaises s'inscrivent intrinsèquement dans la multiculturalité, dans l'interculturalité. Et ceci, au lieu d'être source d'inspiration, ne fait que gêner singulièrement l'État français, qui, au nom d'une certaine « laïcité », instaure de manière toujours dissimulée le communautarisme à la Réunion. La France se sert des repères d'antan, ces coques humanistes vides, en cherchant au contraire à détruire le système de valeurs réunionnais instaurant ce qui mine déjà l'hexagone. Le communautarisme des strates ethniques là-bas, Arabes, Noir-es, Portugais-es, Domien-nes, Asiatiques pour ne citer qu'eux, et Malbars, Kafs, Shinwa Zarab, Maoré ek Komor, ici. Tout est voué aux chocs culturels pour le pouvoir, afin que le ou la vrai-e coupable reste masqué-e.

Cela coule de source, à la Réunion tout le monde a toujours dépassé de manière tout à fait naturelle les clivages raciaux, ce qui fait la force de ce qu'on appelle le « maillage », le « lianage » entre les réunionnais-es. Grâce à la solidarité, les familles réunionnaises résistent et tentent de survivre au capitalisme et au colonialisme encore de nos jours.

L'éducation collective et la solidarité intra-familiale, avoisinante même, jouent un rôle important dans la mesure où les proches peuvent avoir une autorité bienveillante, en étant donc co-éducateurs auprès des enfants des un-es et des autres. Ce qui contribue à un meilleur vivre-ensemble.

Comme dans les systèmes africains, la coéducation de la famille de l'enfant est toujours prévalente. Cette constitution identitaire et culturelle forme une résistance et trouve sa source loin de celle de l'acculturation dominante.

En exemple on a des tantes, des oncles qui s'occupent des enfants, parrains marraines ou

*Les familles réunionnaises s'inscrivent intrinsèquement dans la multiculturalité, dans l'interculturalité. Et ceci, au lieu d'être source d'inspiration, ne fait que gêner singulièrement l'État français, qui, au nom d'une certaine « laïcité », instaure de manière toujours dissimulée le communautarisme à la Réunion.*

grands cousins aussi, prenant en charge les enfants parfois plusieurs jours d'affilée par semaine pendant que les parents sont au travail. Iels interviennent dans l'aide aux devoirs, l'habillement, les tâches quotidiennes...

Un proverbe réunionnais dit : « *ti ash i koup gro bwa* » (une petite hache coupe un gros arbre), c'est en ces mots que réside le pouvoir des familles réunionnaises face au rouleau compresseur de l'État français. La réunion est née avec la traite négrière, a grandi dans le capitalisme, pourtant et pour autant elle ne cesse de lutter tout en affinant sa légitimité autonomiste.

Elle résiste face à toujours plus d'assimilation et de diversités culturelles imposées par le mondialisme ambiant telle un fanal, une perle de l'océan indien œuvrant pour une laïcité véritable et équitable.

Nous finirons par les vers du poète et chanteur Alain Peters qui disait : « *Oukilé ou la dan ? kilé out bonèr ? sa manzé pou lo kèr* » se traduisant par : où te retrouves-tu là-dedans ? Où est ton bonheur ? C'est la nourriture du cœur...

#### ALEXIA, SEVERINE, STELLA ET TEDDY, MILTAN KILTIREL RÉYONÉ

1 – Nous parlons de non adversité pour décrire le contexte interculturel de la Réunion, que résume le slogan « *In sèl pèp, in sèl nasiyon, anou mèm réyoné* ». Contrairement à ce que veut nous faire croire la République française, c'est bien plus qu'une cohabitation pacifique, c'est un peuple uni, aux origines ethniques multiples.

2 – cf *Rassine mommon papa*, M. Gence (documentaire, France, 2014, 82 mn), <https://www.youtube.com/watch?v=aCNjGYG56oE>

3 – Résistances culturelles



1<sup>er</sup> Mai 2013, « *Viv épi travay dan nout péi* » (Vivre et travailler dans notre pays) devant la statue Mahé de La Bourdonnais, Saint-Denis de la Réunion.

# FRONT POPULAIRE : LA RÉVOLUTION EST-ELLE POSSIBLE ?

## PARTIE 1 : CE QUI OUVRE UNE CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

*Daniel Guérin parle ainsi des obsèques du maréchal Joffre le 7 janvier 1931 où se pressent un million de personnes : « Les masses ? Mais elles se pressent le long du cortège (...) Des hommes et des femmes ont passé la nuit dans la rue, debout, malgré le froid, pour voir de plus près passer la dépouille d'un 'héros', des ouvriers ont renoncé à des heures de paie pour être présents à la grande hystérie collective... »<sup>1</sup>*

*C'est la même société, composée fondamentalement des mêmes hommes et des mêmes femmes, où se produit, trois ans plus tard, la riposte de masse contre le fascisme du 12 février 1934 et cinq ans plus tard la vague massive de grèves et d'occupations de juin 1936. Où tout semble possible. Mais c'est aussi la même société, la même classe ouvrière, qui se donne à la guerre et à Pétain quelques années plus tard. Alors la révolution est certes nécessaire. Mais est-elle – vraiment – possible ?*

**M**arceau Pivert, dirigeant de la Gauche révolutionnaire, courant du Parti socialiste, écrivait le 26 mai 1936, au tout début de la vague de grèves, que « *tout est possible* ».

Mais revenant sur cette période en 1953, il attribuait finalement l'échec à un niveau insuffisant de la conscience de classe.

À l'opposé l'explication dominante de l'échec, au sein de la gauche radicale, oscille entre dénonciation de la trahison des directions, celles des syndicats et celles des partis socialiste et communiste et absence d'un « vrai » parti révolutionnaire.

Toutes ces « explications » ont indéniablement une part de vérité. Mais à quoi aboutissent -elles ? Si de tels niveaux de lutte et de détermination n'ont pas abouti à une conscience de classe « suffisante » pour faire la révolution, comment cela pourrait-il un jour être le cas ?

Si l'échec vient du fait que les dirigeants réformistes trahissent, est-ce que ce ne sera pas toujours le cas ?

Quant à l'absence d'un « véritable » parti révolutionnaire au moment de l'explosion, est-il possible de le construire au sein d'une classe qui ne l'est pas avant l'explosion et comment juger qu'il s'agit du « véritable » parti avant les tests décisifs ?

### Les conditions d'une révolution

Cela semble paradoxal mais l'agent premier de la possibilité révolutionnaire c'est le capitalisme lui-même !

Une période révolutionnaire naît des contradictions internes du système. Au début des années 1930 la crise économique – celle de 1929 – qui frappe la France, avec un peu de retard, développe toutes ces contradictions. Contradictions de classe avec le développement des inégalités et renforcement de l'exploitation de toute la classe ouvrière mais la crise frappe aussi particulièrement la petite bourgeoisie.

*Si l'échec vient du fait que les dirigeants réformistes trahissent, est-ce que ce ne sera pas toujours le cas ?*

Contradictions aussi au sein des classes dirigeantes entre différentes branches de la production et avec les bourgeoisies des autres puissances impérialistes. Et c'est sur cette base que se développent les crises politiques, l'instabilité gouvernementale, la perte de légitimité des partis dominants, le développement des ligues d'extrême droite.

Lorsque le capitalisme parvient à ce point de crise il n'y a pas à terme de solution médiane. Ce n'est pas la menace de révolution qui mène le capitalisme à la guerre et au fascisme. C'est la trajectoire du capital. Qu'aucun dirigeant de gauche n'est en mesure d'infléchir vers un capitalisme « pacifié ».

Au début de l'année 1934, ce qui semble menacer en France ce n'est pas la révolution.

Les syndicats sont au plus bas, les grèves rares et généralement défaites. Ce qui menace, comme ailleurs en Europe, c'est la guerre et le fascisme.

Ce qui va ouvrir, concrètement, une crise révolutionnaire c'est l'entrée dans l'arène de toutes les couches sociales et de manière déterminante celle de la classe ouvrière.

### Un processus révolutionnaire

En juin 1936 plus de 2 millions de travailleur-ses, hommes et femmes, français-es et immigré-es, se mettent en grève, dans des secteurs déterminants de l'activité économique. En quelques semaines la grève va toucher 12 000 entreprises dont 9 000 sont occupées ! Démontrant, potentiellement, que rien ne peut fonctionner, y compris l'économie de guerre ou l'appareil d'État, si la classe ouvrière le décide.



*La révolution a une dynamique explosive. Mais elle est aussi un processus.*

Mais cela ne signifie pas qu'en quelques jours ou quelques semaines cette classe ouvrière est devenue révolutionnaire.

La révolution a une dynamique explosive. Mais elle est aussi un processus. La révolution n'est pas uniquement nécessaire pour transformer les structures de la société. Elle est aussi nécessaire pour transformer, collectivement comme individuellement, la classe révolutionnaire, la majorité de celles et ceux qui composent cette société.

En mars 1935 l'écrivaine Simone Weil, embauchée à l'usine écrit dans un lettre: «*J'oubliais de vous dire, à propos de mon usine, que depuis que j'y suis je n'ai pas entendu une seule fois parler de questions sociales, ni de syndicat, ni de parti. (...) On se plaint des normes, du manque de travail, de bien des choses ; mais ce sont des plaintes, et voilà tout. Quant à l'idée de résister tant soit peu, elle ne vient à personne.*»<sup>2</sup>

C'est pourtant son retour dans l'usine, occupée, qui produira ses pages célèbres en juin 1936: «*Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine!*»

### **Comprendre ce processus, casser le mythe de «la classe ouvrière»**

Pour comprendre ce processus il faut casser le mythe d'une classe homogène, d'une évolution graduelle menée par les «directions» que suivraient simplement «les masses».

Aussi impressionnante soit-elle, l'explosion de juin 36 n'est encore qu'une étape. Parce que ce n'est

encore qu'une fraction de la classe ouvrière qui se mobilise. Des millions de travailleur-ses, dans d'autres secteurs clefs ne sont pas en grève. Et celles et ceux qui sont en grève n'ont pas alors, dans leur grande majorité, d'objectif révolutionnaire. Dans le même texte cité, Simone Weil dit: «*Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours.*»

La classe ouvrière existe bien sûr objectivement. Comme classe soumise à l'exploitation et comme antagoniste au capital. Mais ce n'est pas sa seule détermination.

Elle existe aussi comme fraction du capital, atomisée, productrice de profits, chaque travailleur-se en concurrence avec les autres, chaque secteur en concurrence avec d'autres branches.

Et d'autres déterminations pèsent, division internationale, raciale et genrée du travail. Divisions qui se répercutent dans l'ensemble des rapports sociaux, dans les institutions, dans l'idéologie et qui font du capitalisme un système structurellement raciste et sexiste.

De plus le capitalisme est un système de production extrêmement dynamique qui, sous le fouet de la compétition entre capitaux, développe en permanence de nouveaux moyens de production, une nouvelle organisation du travail, où l'ancien coexiste en permanence avec le nouveau.

C'est ainsi que dans la France des années 1930 coexistent des secteurs traditionnels où domine le paternalisme et des secteurs nouveaux mettant en place le taylorisme, des petites entreprises presque artisanales et des usines de masse (notamment dans la métallurgie). Dernier élément, la France

*La classe ouvrière existe aussi comme fraction du capital, chaque travailleur-se en concurrence avec les autres, chaque secteur en concurrence avec d'autres branches.*



*Ce qui domine le mouvement dans sa première phase c'est l'unité des organisations, la défense de la République et la perspective électorale*

est alors encore un pays très rural où coexistent de nombreux petits paysan·nes et un fort prolétariat de travailleur·ses agricoles.<sup>3</sup>

Pour reprendre des termes utilisés par Marx, c'est dans le processus même de la révolution que la classe ouvrière peut briser ces divisions, se constituer de « classe en soi » à une « classe pour soi ». D'où son célèbre slogan : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Processus déterminant pour entraîner derrière elle les couches intermédiaires de la société, classes moyennes et petite bourgeoisie faute de quoi celles-ci peuvent choisir la voie du fascisme.

### **De l'hétérogénéité réelle à l'autonomie de classe, un processus politique**

Si on aborde la période du Front populaire en France sur cette base, alors il y a un sens d'évolution du processus de février 1934 jusqu'à novembre 1938 marqué par l'échec d'une nouvelle grève de masse qui signe un profond renversement de période.

Il y a un sens, sociologique et politique aux différentes fractions de classe qui se mobilisent, à la succession de leur intervention dans l'arène de la lutte, aux conséquences politiques que ça a.

Si une vaste majorité de la classe se mobilise durant cette séquence, la réalité n'est pas celle d'une grève générale mythique, uniforme, de la révolution des « bras croisés ». Ce ne sont pas les mêmes secteurs et fractions qui se mobilisent à tous moments. Et cela a un impact sur les contenus politiques, les stratégies mises en œuvre, les opportunités. Des conséquences alors sur les interventions susceptibles de construire, à travers ces différentes phases, l'unité nécessaire, l'autonomie de classe.

### **Les trois phases du processus révolutionnaire**

C'est le 12 février 1934 qui ouvre le processus révolutionnaire.<sup>4</sup>

Jusque-là l'offensive est à droite, celle des classes dirigeantes qui ont infligé défaite sur défaite au mouvement ouvrier et celle, plus récente de l'extrême droite organisant de plus en plus massivement la petite bourgeoisie. On peut certes identifier, en 1932 et 1933, le retour de grèves (avec occupation pour certaines et dans des secteurs comme la métallurgie) mais celles-ci sont très isolées. Le retour de la conflictualité (et de la confiance) est toujours d'abord moléculaire.

Les premiers qui entrent sur le terrain de la lutte sont les secteurs traditionnels de la classe ouvrière, les plus stables, ceux où les syndicats ont le plus résisté, là où les militant·es politiques sont les plus implanté·es. Où lutter semble un devoir plus que le résultat de l'enthousiasme. Cela a une influence sur les modes d'action et les contenus.

Le 12 février 1934 la riposte se fait clairement sur un terrain de classe. Ce dont témoigne la grève et le rôle central joué par les syndicats. Elle est clairement l'initiative, au sein des syndicats, de militant·es politiques, communistes, socialistes, syndicalistes révolutionnaires... Ce sont les secteurs où les syndicats sont les plus implantés qui sont moteur, secteurs traditionnels, cheminot·es, postier·es, fonctionnaires plutôt que métallos ou usines chimiques.

Le contenu politique est défensif. Il s'agit de défendre la démocratie et la République bien plus que de faire la révolution.

Mais cette riposte, son succès, la démonstration de ce que peut produire l'unité d'action, inaugure un nouveau climat, redonne confiance. Subir n'est plus la seule option.

Entre février 1934 et juin 1936 vont se développer quelques conflits significatifs (dont les journées insurrectionnelles de Brest et Toulon en août 1935). Nous y reviendrons parce qu'elles cristallisent les contradictions qui existent déjà, au sein du mouvement,



*Dans cette phase le mouvement est peu contrôlable par les directions des organisations sans que cela se traduise par une opposition à leur orientation politique*

entre dynamique révolutionnaire et perspectives réformistes des organisations dominantes.

Mais ce qui domine le mouvement dans cette phase c'est la nécessité de l'unité des organisations, la défense de la République et – plus que la lutte – la perspective électorale.

### L'explosion de juin 1936

Entre mai 1936, date de la victoire électorale de la coalition du Front populaire et juillet 1936 le mouvement va être dominé par les secteurs les moins organisés syndicalement, les secteurs du capitalisme les plus avancés en termes de nouveaux modes de productions (métallurgie et chimie) entraînant le bâtiment, le commerce...

À contrario les secteurs les plus organisés, qui ont dominé la phase précédente, n'entrent quasiment pas dans la lutte (ni les cheminot-es, ni les postier-es, ni les enseignant-es, ni les travailleur-ses des arsenaux... ne font grève en juin). Cela ne signifie pas que des militant-es politiques ne jouent pas un rôle. L'atelier de Renault qui démarre la grève le 28 mai est ainsi l'atelier où le parti communiste a une influence.

Mais l'élément spontané, la confiance gagnée, est l'élément dominant de cette phase qui va jusque fin juillet. Il donne son caractère à cette séquence avec les phénomènes de contagion rapide du mouvement<sup>5</sup>. C'est aussi ce qui fait que, alors que des victoires très rapides sont obtenues, le mouvement n'arrête pas de rebondir. Après une phase courte d'extension dans la métallurgie parisienne, une victoire très rapide dès la fin mai et le retour des grévistes au travail, le mouvement commence à s'étendre à d'autres secteurs puis en régions deux jours plus tard. Mais le 4 juin les travailleur-ses de Renault réoccupent entraînant les autres entreprises de la Métallurgie. Alors que les patrons cèdent sur tout et signent les accords de Matignon le 8 juin, c'est dans les jours qui suivent que la grève prend son essor le plus puissant.

Cette génération militante, sans passé politique ni syndical, rejoint en masse la CGT (qui va quintupler) mais aussi les organisations politiques, en premier lieu le parti communiste qui passe de quelques dizaines de milliers de membres à plus de 200 000.

Cela explique que dans cette phase le mouvement est peu contrôlable par les directions des organisations sans que cela se traduise par une opposition à leur orientation politique. L'auto-activité de classe ne semble pas, pour celles et ceux qui y participent, entrer en contradiction avec l'action du gouvernement.

### De septembre 1936 à novembre 1938

C'est la phase où le conflit se durcit avec le patronat qui, après avoir laissé passer la première tempête organise la contre-offensive. C'est aussi la phase où la confrontation apparaît clairement avec le gouvernement et, par voie de conséquence, où les contradictions se développent au sein même du mouvement.

Au retour des congés payés, en septembre 1936 la conflictualité redémarre à un niveau élevé et les conflits seront nombreux jusqu'à novembre 1938.<sup>6</sup> Certaines régions et secteurs qui ne s'étaient pas mis en grève entrent dans la lutte. Mais les conflits touchent aussi les secteurs déjà mobilisés en juin 1936. C'est, potentiellement, une plus grande partie de la classe ouvrière qui se mobilise.

Mais les conditions ont changé. Les conflits deviennent plus durs, les grèves souvent défensives, soit pour imposer le respect des acquis, soit pour les défendre.

Le deuxième aspect est que, dans cet affrontement, le gouvernement et aussi les directions des organisations, agissent beaucoup plus ouvertement voire violemment contre les luttes.

Enfin, le troisième caractère, lié au second, ces luttes se mènent de manière non coordonnée. Il n'y a pas de vague générale de grève, plutôt une guérilla permanente.

C'est un moment charnière où se combinent radicalisation importante de certaines fractions du mouvement et démoralisation.

En novembre 1938 le gouvernement décide de mener l'offensive déterminante pour briser le mouvement de juin 1936 en revenant notamment sur les 40 heures. Pour différentes raisons sur lesquelles nous reviendrons, la grève générale appelée par les syndicats le 30 novembre est un échec et une répression massive s'abat avec des milliers de grévistes licencié-es dans le privé et une répression massive à La Poste, chez les cheminot-es et les instituteur-ices.

Dès le début du processus, au sein du mouvement, deux dynamiques opposées cohabitent, l'une, révolutionnaire, propre au mouvement lui-même, vers l'autonomie de classe et l'antagonisme à l'État, l'autre, réformiste, celle des organisations dominantes, vers l'unité nationale et la collaboration de classes.

Ces deux dynamiques n'apparaissent pas clairement aux yeux des protagonistes dans les premières phases, mais elles sont déjà là. Le développement, au sein du mouvement, de la conscience de cette contradiction est sans doute la condition la plus importante pour la révolution.

Peut-elle se développer, sous quelle forme, quelle intervention les révolutionnaires doivent-ils/elles avoir pour cela ? Tels sont les enjeux de la deuxième partie<sup>7</sup>.

#### DENIS GODARD. PARIS 20<sup>e</sup>

1 – Daniel Guérin, *Front populaire Révolution manquée*

2 – Simone Weil, *La condition ouvrière*

3 – Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*

4 – <https://www.autonomiedeclassed.org/histoire/front-populaire-et-antifascisme-de-masse-quand-vaincre-le-fascisme-devient-possible/>

5 – Alain Prost, *Autour du Front populaire* et Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*

6 – Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle* et

Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail*

7 – À paraître sur <https://www.autonomiedeclassed.org>

*Dans cet affrontement, le gouvernement et aussi les directions des organisations, agissent beaucoup plus ouvertement voire violemment contre les luttes*

# CULTURE

## SÉRIE

### **Ridley Road: La lutte contre le fascisme continue**

*Ridley Road* est une série télé anglaise de 4 épisodes (chacun dure 1 heure) produite par la BBC en 2021. L'histoire relate les actions de juives et juifs antifascistes qui s'opposent à la montée d'un parti fasciste en Angleterre dans les années 60 et s'inspire de faits réels : le leader fasciste Colin Jordan a existé et les antifascistes prennent pour modèles les militant·es et les actions du 62 Group.



Une citation de l'épisode 2 résume très bien le message que fait passer la série tout au long de sa narration : «*Ça n'a pas d'importance que tu ne sois pas raciste ou pas fasciste. Ce qui compte c'est si tu es antiraciste ou antifasciste. Un-e antifasciste se bat. Un-e antifasciste agit.*» Quant à la fin, la série se termine sur ces mots : «*La lutte contre le fascisme continue.*»

**MATHIEU PASTOR, PARIS 20<sup>e</sup>**

## ESSAIS

### **De chair et de fer : vivre et lutter dans une société validiste, Charlotte Puiseux, 2022, éditions La Découverte**

Charlotte Puiseux politise l'intime en liant son expérience à une histoire collective pour dénoncer le système d'oppression subi par les personnes handi-x-es. Féministe queer et crimp, elle redonne au handicap sa véritable définition politique : il n'est qu'une construction sociale.

Avec une analyse anticapitaliste du handicap, elle raconte comment être handicapé·x·e c'est être confronté·x·e à l'infantilisation tout au long de sa vie, à la charité et à l'inspiration porn (à travers le



Téléthon notamment) mais aussi à subir la surmédicalisation et l'enfermement dans des institutions dites « spécialisées ». C'est se voir empêcher l'accès aux espaces culturels, d'éducation et de travail (comprendre avec des droits semblables à ceux des personnes considérées comme « valides »), aux logements et par conséquent à l'intimité avec ses proches (leurs logements n'étant pas accessibles non plus pour la plupart). C'est grandir dans une société binaire de corps « valides » face à des corps « handis » ; être perçu·x·e comme non-désirable et par conséquent se percevoir comme tel et se voir refusé·x·e à la sexualité, puis à la parentalité, ainsi qu'à toutes les choses basiques et essentielles auxquelles ont accès les personnes dites « valides ».

À travers son cheminement personnel et son expérience des milieux militants antivaldistes, Charlotte nous pousse à réfléchir l'anticapitalisme avec une analyse féministe, queer, intersectionnelle et anticapitaliste.

**CHARLIE, TOULOUSE**

### **Quand la musique nous aide à penser le monde avec Audimat éditions**

«*Quand on la sépare de son contexte subculturel, la musique souffre du défaut de sens qui frappe toutes les activités entreprise sous le signe de l'art pour l'art.*» C'est ce constat qui semble guider les éditions Audimat (qui publie le *Hardcore* de Simon Reynold, dont est tiré le dit constat). Elles s'attachent donc à publier une

revue, *Audimat* (2 numéros par an), qui nous parle aussi bien de «*syndicalisme rap*» ou de «*la vie avant le zouk*» (numéro 17) que de «*faire grimacer la pop*» (numéro 18) ou des «*Mots d'Avignon*» (numéro 12) et de «*L'Italie '70 : musique légère, années de plombs*» (numéro 7). Il est à noter que l'Autonomie (de classe?) est un angle régulièrement utilisé pour analyser les genres musicaux avec des articles comme «*Techno – Autonomie!*» (numéro 15) ou «*Autonomes et Punk*» (numéro 16).

Audimat éditions s'est aussi mis à publier des livres qui dissèquent en plus en profondeur un genre ou une thématique. On a ainsi droit (entre autres) à un très instructif volume sur *Trap : rap, drogue, argent, survie* qui compile des articles de différents auteur·trices revenant sur l'histoire de ce style, les lieux dans lesquels il s'est développé à Atlanta, son rapport quasi filial avec le «*lean*», cette drogue qui mélange sirop anti-toux vendu sur ordonnance (prométhazine + codéine) et soda, et qui «*ancré radicalement dans un continuum physique, spatial et temporel alternatif aux exigences que l'État néolibéral dicte au corps noir*». On y découvre aussi la scène Trap des Balkans et les stratégies de promotion en ligne de la scène Drill de Chicago.

Et j'ai déjà cité plus haut le volume consacré à la scène Rave anglaise et à ses suites au sein de ce que l'auteur appelle le «*continuum Hardcore*» qui donne une définition inspirante à ce terme de continuum justement. Bref, vous l'aurez compris, les éditions Audimat nous propose «*d'être à l'écoute des ruines du capitalisme*» (numéro 10 de la revue) et ça fait du bien !

**THOMAS TOQUETCHUP, BOBIGNY**



# DISQUES

## Petit tour dans les sorties vinyles actuelles des scènes rock alternatives

On attaque avec «une belle tranche de Rock'n'roll made in France» (dixit T.Boy sur la pochette) en provenance directe de Marseille avec la complil **Nuits Blanches** (Lollipop record, 2022). 16 titres de 16 groupes (dont pas mal de marseillais, mais pas que) qui vont de la pop plus ou moins power au rock plus ou moins garage ou au punk plus ou moins speed. Le tout porté par une énergie DIY qui fait plaisir.

Après plus de 10 ans d'absence en studio, **la Brigada Flores Magon** en a retrouvé le chemin, avec un line up comprenant historiques du groupe et compagnons de lutte et de route de longue date, pour nous pondre **Immortels** (Machette record, 2022) un bel album de 10 titres d'une Oi! plutôt speed aux accents Metal (qui a dit métalliques?) bien appuyés. Comme on pouvait s'y attendre avec ce groupe phare de la scène RASH parisienne des années 2000, les textes parlent de «class war», de «Hold the line» dans le combat «d'eux contre nous» car il y a bien «leur morale et la notre», et affirme que «personne n'appartient à personne» ou crache «Honte à toi» à la gueule de la vieille France.

Puisque la Brigada était en featuring sur leur précédente production (**Barrikkade**, autoprod', 2021) passons direct à **Krav Boca** qui a sorti en 2022 **Pirate Party** (toujours en autoprod' avec le soutien de nombreux labels, 2022). 9 titres (+ une intro) dont 7 featuring, pour une bombe punk-rap comme savent en produire ces infatigables activistes (qu'on pourra voir à la Flèche d'Or de Paris en soutien à la CNT petite enfance en lutte fin janvier après un concert déjà mythique fin 2022 à la Parole Errante dans le cadre d'un weekend contre les violences policières).

Venus de Mulhouse, **les Oi boys** nous livre l'album (**Oï Boy**, multiple prod' dont Maloka, 2022) le moins Oi! de cette chronique! Ces 11 titres, claustro comme un confinement sans fin, d'une dark wave presque indus, appuyés sur les rythmes de nos vies, nappés de synthés et striés de guitares, donnent à cet album étonnant un sacré goût de reviens y dans l'oreille.

Plus classiquement Oi!, les sorties qui ont retenu mon attention ces derniers temps sont l'album de **Kapo Blöd** *On sera là* (2019, multiprod' dont General Strike), ça tache comme du gros rouge (normal pour un groupe de (red) skin bordelais!) et c'est ça qu'est bon! Du côté de Pau, dans un style qui te remémore tes années Chaos, **Brutal Mais Cordial** a sorti un album éponyme (autoprod' 2021). Brutal, pour sûr! Cordial, avec ceux qui sont du bon côté de la barricade, comme sur le titre *Action Directe*. Du pur rock de rue qui n'est pas Charlie mais *Choron*, et là aussi c'est ça qu'est bon!

Pour ce qui est de la scène parisienne, très prolifique en ce moment, j'ai bloqué sur le maxi 45 tours (ou mini album, un disque de 30 cm de diamètre qui tourne en 45 révolutions par minute pour résumer) de **A Cran** (Crom, 2020), soit 7 titres de bonne Oi! bien rentre dedans qui chante le 11<sup>e</sup> arrondissement, *les Sentiers de la gloire* (en hommage à Rino Della Negra), *les Gueules cassées* (en hommage aux morts de la grande boucherie de 1914-1918) ou même Johnny Cadillac et la vie sous *Acid (violence)*. Bref un bon premier release pour ce groupe qui se revendique SHARP et porte haut et fort les couleurs du Red Star FC!

Sur l'île de la Réunion, qui a une foisonnante scène rock, **Tulipe**, par ailleurs membre du trio KilKil, a sorti un chouette album, **Mono game** (Maudit Tangue, 2022) minimal et entraînant à souhait. Quant au 5 punks de **Tukatukas**, iels nous balancent à la gueule pas moins de 12 titres de punk hardcore bien speed, agrémentés de saxo sur le double LP **Royal Bourbon** (multiprod' dont Mass production, 2022). À noter une plus que sympathique reprise d'une chanson de Danyèl Waro, *Adekalom*, sur le combat de deux frères condamnés et emprisonnés pour avoir «squatté» une parcelle de l'Office nationale des forêts (ONF). Ça apporte un vrai supplément de personnalité à ce disque et l'ancre dans la réalité locale, quand la principale critique qu'on peut faire à cette scène c'est que la plupart des morceaux auraient pu être composés et enregistrés à Clermont-Ferrand (album de KilKil, Maudit Tangue, 2021)... ou n'importe où ailleurs.

TT. BOBIGNY



## CONCERT

### Un album Medine records vocal, un concert de punk noir - Protest Song!

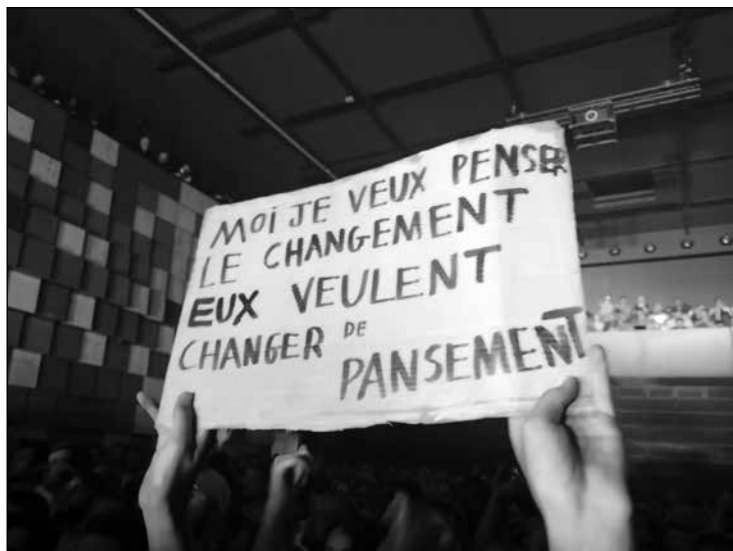
Voilà, la panther arabian est revenue avec un nouvel album, **Médine France**, et une tournée magnifique. Quand nous sommes allées le voir à Rennes, on a prévu des pancartes avec des phrases extraites de ses chansons. Comme pour finir de boucler la boucle après que Médine a écrit dans le morceau *Bataclan*: « *Comme dans les manifs, ils chantent mes slogans / Jamais je ne fais de shows décevants* ». Alors qu'il est un rappeur du Havre qui aborde aussi bien les questions du racisme et de l'histoire de la colonisation depuis ses premiers albums, il a accentué la présence de références à la politique meurtrière des frontières (*Yasser*) à l'Etat, à la politique actuelle ou encore aux industries de l'armement (*Médine France*, *Allons Zenfants*).

« *Ils écrivent leurs discours d'la main gauche, la droite est dans nos poches* » (*Généric*)

Le samedi 22 octobre 2022 à Rennes, il y a eu, comme dans de nombreuses villes, des rassemblements publics organisés par les fascistes, sous prétexte du meurtre d'une fille de douze ans à Paris. Il y avait en même temps un rassemblement antifasciste, et un concert de Médine quelques heures plus tard à la MJC de l'Antipode. En termes d'antipodes politiques, on a pu chanter « *Tout le monde adore Médine, et tout le monde déteste les fascistes* » en attendant qu'il monte sur scène, au même moment où un petit groupe de fascistes tentait d'attaquer une terrasse de bar à Sainte-Anne.

« *Je préfère l'eau potable pour tous que le champagne pour quelques potes* » (*Médicis*)

Et si le concert avait eu lieu à Sainte-Anne? Et si dans la fosse il n'y avait que des vrai-es, pour paraphraser Médine? Des vrai-es, on peut imaginer que ce sont les convaincu-es, mais on peut aussi y mettre le sens que l'on veut: des personnes qui chantent les paroles, d'autres qui défendent Médine face à Aurore Berger, ou qui militent? En tout cas, suite au slogan en soutien aux cheminot-es sorti de la fosse, il sourit et renchérit: « *Merci Rennes d'être sur le terrain, ça fait plaisir de voir des gens du vrai monde* ». Les passerelles qui



existaient dans les années 1990 entre les salles de concert de rock et les manifestations antifascistes ou antiracistes seraient-elles en train de se reconstruire?

« *Un seul héros c'est le peuple et y aura jamais à changer les rôles* » (*Médine France*)

Des pancartes dans un concert, des banderoles... de Rennes à Marseille en passant par Montpellier et Toulouse, ses concerts sont l'occasion de relier luttes et musique, politique et culture populaire, joie et détermination, frissons et colère, slogans et émotions, chœur et cortège, chaleur et pogo.

La tournée continue sur plus de vingt dates en 2023. Alors si vous n'avez pas encore eu l'occasion, c'est le moment de chanter:

Deux passages de *Médine France* en lien avec l'actualité pour nous donner envie d'y aller ou d'y retourner:

*J'suis pas Made in Qatar, nique le foot et l'soft power*

*La World Cup 2022 est pleine de sang d'bosseurs*

*De Népalais, de Sri lankais et Philippins*

*Mille vies venues d'Inde par conteneurs comme barquettes de filet d'dinde*

(...)

*Ils reculent l'âge de la r'traite mais avancent l'âge de la mort*

*Disent que c'est nous qu'appelons au meurtre, envie d'gerber jusqu'à l'aurore*

*Est-ce que l'État nous protège ou l'État s'protège de nous?*

*J'sais plus si la France a assez de pouls, si on s'embrasse ou on s'étouffe*

*J'sais plus si j'dois militer ou, au contraire, me limiter*

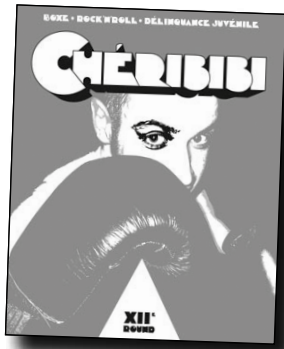
**SOLENE FERRANDON-BESCOND, RENNES**

## FANZINES

### Prendre le pouls des scènes Alternatives en bouquinant des Fanzines

Quoi de mieux pour connaître les dynamiques, actuelles ou passées, des mouvances contre-culturelles que de lire des fanzines, cette presse libre, autonome, réalisée par des personnes impliquées dans les scènes qu'ils (re)présentent. Petite sélection de ceux qui me sont tombés dans les mains ces derniers temps (pas forcément d'actualité, mais ce n'est pas ça qui compte car pour beaucoup ils sont encore dispo il me semble!).

On attaque donc avec les historiques, et donc le numéro 12 de la nouvelle série qui célèbre les 30 pages de **Chérībibi** (*chérībibi.net*), la revue des cultures populaires. Comme toujours, ce qui fait la renommée de ce titre vétérinaire de la presse libre ce sont des articles poussés sur des thématiques pointues (ici par exemple: un dossier sur les gangs féminins dans la contre-culture étatsunienne, en gros, dont un article sur les femmes qui ont inventé le Rock'n'Roll), de longues et passionnantes interviews (pardon, « causeries » comme dit l'Bibi) avec des musicien-nnes mais pas que. Pour ce numéro on a en particulier droit à une rencontre avec Emory Douglas, le ministre de la Culture du Black Panther Party, et ça c'est la classe! T'ajoutes des nouvelles, des BD, des chroniques et les rubriques habituelles du Bibi (*Bobines chéries*, *Chansons populaires...*) et t'as un numéro indispensable, comme toujours! De 10 ans sa cadette, l'«**Apatride**» ([facebook.com/apatridefanzine](https://facebook.com/apatridefanzine)) fête donc ses 20 ans avec un numéro spécial et



il faut bien le dire fort bien fait. On a à faire à 30 interviews, plus intimes que d'habitudes, avec des activistes ou ex activistes des scènes punk/skinhead que fréquente la rédactrice et qui mis bout à bout dresse un portrait pas forcément exhaustif ou même représentatif, mais sincère (et c'est ça qu'on demande à un fanzine!) d'une jeunesse (actuelle ou passée) révoltée et désabusée qui s'investit dans la contre-culture (monter un groupe de musiques, un fanzine, un label, organiser des concerts...) DIY or Die!

Et de 24 numéros pour l'organe d'information des Reims City Rockers, **La faute à qui?** (lafauteaquui@wanadoo.fr), qui livre avec une certaine régularité une bonne dose d'entretiens, chroniques, article sur le foot... À noter un n° 22 centré sur le Pays basque tout à fait passionnant.

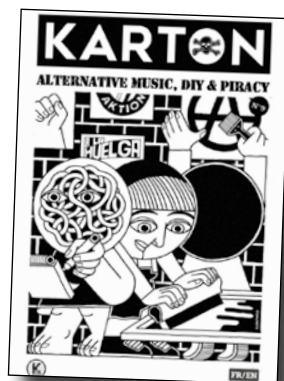
Lancé en 2014 par l'équipe de Mass Production, **Punkulture** (massprod.com) a sorti 10 numéros sur un papier glacé qui n'aide pas à la lecture pour mes yeux un peu fatigués... Le contenu vaut pourtant le coup de s'accrocher en particulier pour les articles ou dossiers sur les scènes alternatives du monde entier, de l'île de la Réunion au Mexique, des rappeurs grecques aux rockers de Ouagadougou.

En direct de Bordeaux on assiste en fanfare au retour de **B.R.A.** (facebook.com/Fanzine-BRA), un temps lié au RASH<sup>2</sup> de la ville. Après une longue absence, depuis quelques numéros, la nouvelle formule semble avoir trouvé son équilibre (entre Reggae et Punk/Oi!, entretiens et articles historiques, musique et autres aspects de la contre-culture, dont la culture du vin... normal, pour un zine bordelais) et son rythme de croisière et ici, on s'en réjouit! Du côté de Toulouse, **Karton** (karton-zine.com) a balancé 9 numéros, dans une mise en page qui cartonne! Une dimension politique clairement assumée tant dans le choix des interviews que par exemple dans la publication de lettre de prisonniers

politiques dans la rubrique *Worldwild Activist* (numéro 8) ou des articles qui mêlent sport et résistance (rubrique *Carton Rouge*, avec dans le numéro 8 un article bien fouillé sur Rino Della Negra, l'étoile rouge de Saint-Ouen mort sur les sentiers de la gloire de la résistance contre les nazis, ou sur le Roller Derby «un sport fait par les gonzesses pour les gonzesses qui conservera son histoire militante» dans le numéro 9).

J'avais pas eu l'occasion de lire les précédents numéros de **The Outsiders** (facebook.com/outsidiers.classy.zine) et le volume 3 n° 2 (été 2022) qui a atterri chez moi me l'a fait instantanément regretter! Entre coups de gueule bien sentis (contre ceux qui réhabilite Scewdriver<sup>3</sup>, les universitaire qui étudient le punk pour le compte de l'université et donc de la République française, l'homophobie dans la scène skin...), sujets originaux (le meurtre de Smiley Culture par la police anglaise, quand le Mali Twistait...), cartes blanches données à d'autre fanzineu-ses et tant d'autres choses. Bref des heures de saines lectures en perspectives!

Côté nouveaux venus (le zine, pas forcément les personnes impliqués) **Couvre Feu!** (couverfeuzine@gmail.com) à sorti 3 numéros, un vrais (skin)zine à l'ancienne: une mise en page qui mélange joyeusement (bon joyeux n'est pas forcément l'adjectif qui colle le mieux à ce fanzine qui respire la haine de classe et de ce monde tel qu'il va mal) le côté fouterque «ciseaux-colle» du punk et le côté «propre et bien rangé» des neusks, des entretiens ultra bien menés, riches et souvent drôles (du genre où t'apprends ce qu'il y a sur la table de chevet des interviewé-es ou leur Louis de Funès préféré – REST power!), des chroniques aiguës... Un important focus est mis sur l'histoire des scènes skinheads (principalement parisiennes) dans les entretiens ou la republication



d'anciens entretiens, ce qui permet d'en saisir la complexité, loin des clichés et de découvrir le parcours étonnant de certains. Dans le numéro 2 j'ai particulièrement aimé l'idée de demander à des activistes de la scène de raconter leur(s) histoire(s) avec un album, ça nous donne plein de supers petites nouvelles bien agréables à lire. Vivement le numéro 4!

**La France au Nantais** (facebook.com/LaFranceauxnantais/) – qui comme son nom l'indique n'est pas breton, mais presque héhé – en est à deux numéros sortis, là aussi du classique (entretiens avec des groupes, des auteurs de BD...), mais bien foutu, on attend la suite avec impatience en espérant que le côté acéré et original des chroniques infuse sur le reste des sommaires. Deux numéros (0 et 1) aussi pour le zine parisien **Idées Noires** (facebook.com/IdéesNoiresFanzine), ASSEZ classe dans sa mise en page. Dans le numéro 1 des interviews de groupe plus tournés vers l'international et le passionnant entretien avec le collectif de photographe Belle Journée en Perspective apportent fraîcheur et originalité.

Centré sur le Reggae et le Dub, **Blackboard Jungle** (facebook.com/people/Blackboard-Jungle-Dubzine), propose à chaque fois de superbe objets quoiqu'un peu cher. Pour le numéro 8 Lee Perry est mis à l'honneur sur la couverture sérigraphiée en format 10' (un format de disque peu courant mais très prisé dans le reggae car associé au fameux Dubplates) et dans un dossier très complet. On retrouve aussi au long de ces 100 pages des entretiens avec des vétérans de la scène électro dub hexagonale (High Tone, Zenzile) et des producteurs bien en vue actuellement (Dubkasm) ou des articles sur des labels come Dubquake et Irie Ites.

#### TT. BOBIGNY

1 – Auprès des distros comme UVPR, B.R.A, Primotor Crew...

2 – Red & Anarchist Skin Head

3 – Dont le chanteur entrainera une partie des skins anglais vers l'extrême droite.



# AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

**C**e groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire

à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

## 40<sup>e</sup> WEEKEND A2C LES 11 ET 12 MARS 2023

Élaborer ensemble pour ne pas laisser à d'autres, souvent extérieur-e-s aux luttes, la théorisation de nos pratiques : le 40<sup>e</sup> weekend de formations et de débats organisé par A2C aura lieu les 11 et 12 mars prochains.

Le lieu et le programme détaillé du weekend seront communiqués sur notre site. Le weekend est ouvert à toute personne curieuse, enthousiaste, motivée par le programme, faites-nous signe !

**WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG**

**PRÉSENTATION DES CAHIERS D'A2C #06  
LUNDI 30 JANVIER 2023 À RENNES**

À 18h30 au café associatif les Références électriques,  
4 place du Souvenir à Rennes. Soyez les bienvenu-es !

**PRÉSENTATION D'A2C ET ARPENTAGE  
D'ARTICLES DES CAHIERS VENDREDI  
27 JANVIER 2023 À MARSEILLE**

À 18h à Manifesten, 59 rue Adolphe-Thiers à Marseille.

Une question, une remarque, une polémique ?

**A2C@RISEUP.NET**



# 06

---

JANVIER 2023

**RÉSOLUTION 2023 :  
NE PAS LAISSER PASSER  
LA LOI DARMANIN !**

AUDE POINTIER (NANTES) ET  
DANIELA LIMA (TOULOUSE)

**LOI DARMANIN :  
COMMENT GAGNER ?**

MARCHE DES SOLIDARITÉS

**JIN, JIYAN, AZADÏ – FEMME,  
VIE, LIBERTÉ. LES FEMMES  
IRANIENNES ET KURDES D'IRAN  
À LA TÊTE DE LA RÉVOLUTION**

MATHILDA DEMARBRE ET TIFFANY DJAMCHID  
(RENNES)

**L'ANTICAPACITISME :  
MARGINALISÉ DES LUTTES ?**

AHMED ET CHARLIE (TOULOUSE)

**C'EST LE CAPITALISME QUI  
DÉTRUIT L'ENVIRONNEMENT.  
DÉTRUISONS LE CAPITALISME !**

ATA (NÎMES)

**COMBATTONS LES  
MOUVEMENTS ANTITRANS,  
COMBATTONS LE FASCISME**

JU LHULLIER-LE MOAL (RENNES)

**1973, LE NOUVEAU TEMPS  
DES CRISES**

MATHIEU PASTOR (PARIS 20<sup>e</sup>)

**CAPITALISME ET FAMILLE :  
LA SITUATION RÉUNIONNAISE**

ALEXIA, SEVERINE, STELLA ET TEDDY  
(MILTAN KILTIREL RÉYONÉ)

**FRONT POPULAIRE :  
LA RÉVOLUTION EST-ELLE  
POSSIBLE ? PARTIE 1 :  
CE QUI OUVRE UNE CRISE  
RÉVOLUTIONNAIRE**

DENIS GODARD (PARIS 20<sup>e</sup>)

**CULTURE**

MATHIEU PASTOR (PARIS 20<sup>e</sup>), CHARLIE  
(TOULOUSE), THOMAS TOQUETCHUP (BOBIGNY)  
ET SOLEN FERRANDON-BESCOND (RENNES)

**AUTONOMIE DE CLASSE  
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C

[WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG](http://WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG)

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2,5 EUROS)